



Les Nouvelles du Climat

Mars 2022



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Table des matières

Nouvelles du Centre 4C Maroc	4
Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel: une 1 ^{ère} réunion à Marrakech	4
Focus du mois	5
Sa Majesté le Roi Mohammed VI : 10 milliards de DH seront mobilisés contre le déficit pluviométrique	5
Les nouvelles du climat au niveau international	6
Le PNUE crée le Centre climatique de Copenhague en collaboration avec l'UNOPS	6
Journée historique dans la campagne de lutte contre la pollution plastique : les nations s'engagent à élaborer un accord juridique	7
Le rapport du GIEC met en lumière les effets du changement climatique sur la santé mentale	8
Cinq points à retenir du rapport de l'ONU sur les impacts climatiques en 2022	9
Analyse du marché des énergies renouvelables : L'Afrique et ses régions.....	12
L'initiative "Science Based Targets" met à l'écart les compagnies pétrolières et retarde les critères de validation.....	13
Sensibiliser et former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable dans l'enseignement supérieur.....	14
Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2022 : Les eaux souterraines : rendre l'invisible visible.....	16
Protégeons nos populations et les générations futures – Les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat appellent à l'action	18
Carney et Kyrte supervisent les règles de compensation des émissions de carbone afin de répondre aux préoccupations en matière d'écoblanchiment.....	20
4 ^{ème} session de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur les BBNJ.....	21
Le rapport de l'ONU nous montre le coût humain de l'échec climatique.....	22
Que signifierait le "zéro émission" d'ici 2050 pour l'empreinte carbone des jeunes par rapport à celle de leurs parents ?.....	24
Les nouvelles du climat au niveau national	26
L'érosion côtière menace les moyens de subsistance au Maroc	26
Sécheresse : la région de Casablanca-Settat déploie son plan de sauvetage	26
Les détails du plan anti-sécheresse de 10 MMDH	28
L'ANP lance les études pour l'implantation d'un terminal gazier au port de Mohammedia.....	29
Nettoyage de la plage : Des militants pour le climat sensibilisent à la pollution plastique près d'Agadir	29
64 MDH pour l'aménagement du site écologique de Val d'Ifrane.....	30
L'État décaissera 14 MMDH supplémentaires pour maintenir les prix de l'électricité.....	31
Eau potable : des perturbations d'approvisionnement attendues l'été prochain dans plusieurs villes	31



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Valorisation des déchets ménagers : première réunion du comité de pilotage.....	33
Les dernières pluies ont eu un impact limité sur la campagne agricole	33
Assemblée de l'ONU sur l'environnement : L'économie circulaire gagne du terrain alors que le Maroc prévoit de rejoindre l'Alliance régionale.....	34
Nizar Baraka : Le Maroc perdra 30% de ses ressources en eau d'ici 2050.....	35
Financement vert: Attijariwafa Bank et l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique scellent un nouveau partenariat	36



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Nouvelles du Centre 4C Maroc

Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel: une 1^{ère} réunion à Marrakech

La Commission Climat pour la Région du Sahel (CCRS) et le Centre de Compétences Changement Climatique (4C Maroc) ont organisé, le jeudi 24 et le vendredi 25 février 2022 à Marrakech, la première réunion du Comité de Pilotage (COPI1) de l'Étude de préfiguration du mécanisme financier du Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel (PIC-RS).

Lors de cette rencontre, les représentants des pays membres de la CCRS, ceux du Maroc et du 4C Maroc, ainsi que des partenaires techniques et financiers de la CCRS, notamment des responsables de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), de l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV), et de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) vont jeter la lumière sur des financements climatiques au niveau des pays de la région du Sahel et donc, proposer des scénarios pour la création du Mécanisme Financier du PIC-RS. "Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'Étude de préfiguration du mécanisme financier du plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel, une étude financée par le Maroc sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, sachant que le Souverain avait bien voulu appuyer la Commission Climat pour la Région du Sahel", a souligné Issifi Boureima, coordonnateur de la CCRS. Cette étude, lancée en septembre 2021, a pour objectif de doter la région du Sahel d'un Mécanisme financier régional visant à faciliter la mobilisation des investissements nécessaires à la mise en œuvre du PIC-RS, conformément aux orientations issues de la première conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Région du Sahel, a expliqué Boureima. Pour sa part, Rajae Chafil, directrice générale du 4C Maroc, a indiqué que la première réunion du comité de pilotage (COPI1) examinera les premiers résultats de l'Étude de préfiguration du mécanisme financier du plan d'investissement climat pour la région du Sahel, financé par le Maroc et menée sur le plan technique, par une équipe d'experts marocains avec l'appui technique de la Commission Climat pour la région du Sahel et du centre 4C Maroc. La finalité étant de créer un mécanisme pour financer l'action climatique dans les 17 pays membres de la région, que ce soit pour l'adaptation au changement climatique ou pour l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, a relevé Chafil. Le Cabinet marocain IFED "*Ingénierie, Formation, Études et Développement*" avait été retenu pour la réalisation, dans un délai de six mois, de cette importante étude qui constitue l'une des études phares du processus d'opérationnalisation de la CCRS. Cette étude a pour objectifs d'analyser les cadres institutionnels, juridiques, techniques, fiscaux et financiers des 17 pays membres de la Commission et les organismes intergouvernementaux sous régionaux ou régionaux, d'identifier et analyser les barrières impactant une collaboration optimale entre les pays de la Commission, et de proposer un mécanisme financier adéquat du Plan d'Investissement de la CCRS. En marge de la 22e Conférence des parties à la CCNUCC qui s'est tenue à Marrakech, le "*Sommet Africain de l'Action en faveur d'une Co-émergence continentale*" a été organisé grâce au leadership et à la Vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. L'une des décisions majeures issues de ce Sommet était la création de trois commissions climat africaines. À travers ces commissions dédiées au Bassin du Congo, à la Région du Sahel et aux États insulaires d'Afrique, les dirigeants africains avaient voulu exprimer leur volonté de définir ensemble un mécanisme concret devant faciliter une meilleure mise en œuvre de l'Accord de Paris en Afrique, et cela dans le but d'apporter des réponses durables aux effets néfastes des changements climatiques sur le Continent.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Focus du mois

Sa Majesté le Roi Mohammed VI : 10 milliards de DH seront mobilisés contre le déficit pluviométrique

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a donné ses instructions, le mercredi 16 février, au chef du gouvernement et au ministre de l'Agriculture pour une mobilisation totale et exceptionnelle, en vue de réduire les effets du déficit pluviométrique sur l'agriculture et le monde rural. Annonce de décisions attendues et espérées dans la lutte contre la sécheresse.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a reçu, à la résidence royale de Bouznika, le chef du gouvernement Aziz Akhannouch et le ministre de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, Mohammed Sadiki, annonce un communiqué du cabinet royal diffusé par l'agence MAP.



Cette audience s'inscrit dans le cadre de la sollicitude particulière que le Roi n'a cessé de témoigner à l'égard des habitants du monde rural et à toutes les composantes du secteur agricole, particulièrement en ces moments où la saison agricole est affectée par une forte baisse de la pluviométrie. Le déficit s'élève actuellement à 64% par rapport à la normale. A cette occasion, le Roi a insisté sur la nécessité pour le gouvernement de prendre toutes les dispositions d'urgence nécessaires, afin de faire face aux effets du déficit pluviométrique. Sur instruction royale, le Fonds Hassan II contribuera pour 3 milliards de DH à ce programme, dont l'enveloppe globale atteindra 10 milliards de DH.

Le programme gouvernemental s'appuie sur trois axes :

- le premier axe concerne la protection des ressources animales et végétales et la gestion de la rareté de l'eau ;
- le deuxième axe vise l'assurance agricole ;
- le troisième axe concerne l'allègement des charges financières des agriculteurs et des professionnels, le financement des opérations d'approvisionnement du marché national en blé et aliments du bétail, ainsi que le financement d'investissements innovants dans le domaine de l'irrigation.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Les nouvelles du climat au niveau international

Le PNUE crée le Centre climatique de Copenhague en collaboration avec l'UNOPS

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a annoncé aujourd'hui que son centre de collaboration de longue date - le Partenariat DTU du PNUE, une institution de recherche et de conseil de premier plan au niveau mondial - sera rebaptisé Centre climatique du PNUE de Copenhague et, à l'avenir, sera soutenu opérationnellement par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

Selon le nouvel accord entre le PNUE et l'UNOPS, il sera nommé Centre climatique du PNUE à Copenhague (UNEP-CCC) et sera soutenu opérationnellement par l'UNOPS. Le lancement officiel du nouveau centre est prévu en avril 2022. " Le Centre climatique du PNUE de Copenhague est un élément essentiel de notre mission, qui consiste à fournir des données scientifiques convaincantes pour soutenir les décisions environnementales et l'action climatique dans le monde entier. Je voudrais adresser mes sincères remerciements à l'Université technique du Danemark pour avoir accueilli le centre et exprimer ma gratitude à l'UNOPS pour avoir pris la responsabilité de soutenir le Centre climatique du PNUE de Copenhague - nous sommes impatients de collaborer étroitement", a déclaré le directeur exécutif du PNUE, Inger Andersen. Le Partenariat PNUE-DTU - désormais PNUE-CCC - a été créé en 1990 en tant qu'institution de recherche et de conseil et était à l'origine basé dans le Laboratoire national de Risø, qui a ensuite été fusionné avec DTU en 2007. Le partenariat PNUE-DTU fonctionne sur la base d'un accord tripartite entre le PNUE, le ministère danois des affaires étrangères et l'université technique du Danemark. Il soutient les pays en développement et à revenu intermédiaire dans leurs efforts pour progresser vers un avenir résilient au climat et à faible émission de carbone et pour intégrer les priorités climatiques dans la planification du développement national. "Le soutien danois au Centre climatique du PNUE à Copenhague témoigne de l'engagement à long terme du Danemark dans la lutte contre le changement climatique. Le nouveau Centre sera en mesure d'apporter aux pays en développement le soutien dont ils ont besoin de toute urgence pour trouver des voies résilientes au climat et à faible émission de carbone. Le Centre s'appuie sur les 30 années d'expérience du partenariat PNUE-DTU", a déclaré Flemming Møller Mortensen, ministre danois de la coopération au développement. Le Centre apporte également son soutien aux pays en développement dans la mise en place de systèmes nationaux de transparence permettant de suivre et de rendre compte des actions climatiques et de leurs impacts et, par le développement du marché et de modèles commerciaux innovants, il aide les gouvernements, les villes et le secteur privé à agir sur le changement climatique. Dans le cadre de ses missions, le Centre gère la production des rapports phares du PNUE sur le changement climatique ; le rapport sur le déficit d'émissions et le rapport sur le déficit d'adaptation, depuis 2011. " L'action en faveur du climat est une priorité mondiale et l'UNOPS s'engage à aider ses partenaires à réaliser leurs engagements dans le cadre de l'agenda 2030, afin de construire un avenir meilleur ", a déclaré Mme Grete Faremo, Directrice exécutive de l'UNOPS. " Ce nouvel accord s'appuie sur une relation solide et durable entre le PNUE et l'UNOPS. Avec l'appui de l'UNOPS, le Centre climatique de Copenhague poursuivra son importante contribution à la lutte contre l'urgence climatique ".

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Journée historique dans la campagne de lutte contre la pollution plastique : les nations s'engagent à élaborer un accord juridique

Les chefs d'État, les ministres de l'environnement et d'autres représentants de 175 nations ont approuvé à Nairobi, lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5), une résolution historique visant à mettre un terme à la pollution plastique et à élaborer un accord international juridiquement contraignant d'ici 2024. La résolution porte sur l'ensemble du cycle de vie du plastique, y compris sa production, sa conception et son élimination. "Sur fond de troubles géopolitiques, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement montre la coopération multilatérale sous son meilleur jour", a déclaré le président de l'UNEA-5 et ministre norvégien du climat et de l'environnement, Espen Barth Eide. "La pollution plastique est devenue une épidémie. Avec la résolution d'aujourd'hui, nous sommes officiellement sur la voie d'un remède."

La résolution, basée sur trois projets initiaux de résolutions émanant de diverses nations, établit un comité intergouvernemental de négociation (CIN), qui commencera ses travaux en 2022, avec l'ambition d'achever un projet d'accord mondial juridiquement contraignant d'ici la fin de 2024. Il devrait présenter un instrument juridiquement contraignant, qui refléterait diverses alternatives pour traiter le cycle de vie complet des plastiques, la conception de produits et de matériaux réutilisables et recyclables, et la nécessité d'une collaboration internationale renforcée pour faciliter l'accès aux technologies, le renforcement des capacités et la coopération scientifique et technique. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) organisera, d'ici à la fin de 2022, un forum ouvert à toutes les parties prenantes en marge de la première session du CNI, afin de partager les connaissances et les meilleures pratiques dans différentes régions du monde. Il facilitera les discussions ouvertes et veillera à ce qu'elles soient éclairées par la science, en rendant compte des progrès réalisés tout au long des deux prochaines années. Enfin, à l'issue des travaux du CNI, le PNUE convoquera une conférence diplomatique pour adopter ses résultats et les ouvrir à la signature. "Ce jour marque le triomphe de la planète Terre sur les plastiques à usage unique. Il s'agit de l'accord multilatéral sur l'environnement le plus important depuis l'accord de Paris. Il s'agit d'une police d'assurance pour cette génération et les suivantes, qui pourront vivre avec le plastique sans en être condamnées", a déclaré Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE. "Qu'il soit clair que le mandat du CNI n'accorde à aucune des parties prenantes une pause de deux ans. Parallèlement aux négociations sur un accord international contraignant, le PNUE travaillera avec tous les gouvernements et les entreprises qui le souhaitent, tout au long de la chaîne de valeur, pour abandonner les plastiques à usage unique, ainsi que pour mobiliser les financements privés et supprimer les obstacles aux investissements dans la recherche et dans une nouvelle économie circulaire", a ajouté Mme Andersen. La production de plastique est passée de 2 millions de tonnes en 1950 à 348 millions de tonnes en 2017, devenant ainsi une industrie mondiale évaluée à 522,6 milliards de dollars US, et sa capacité devrait doubler d'ici 2040. Les conséquences de la production et de la pollution du plastique sur la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de la nature et de la pollution sont une catastrophe en devenir :

- L'exposition aux plastiques peut nuire à la santé humaine, en affectant potentiellement la fertilité, l'activité hormonale, métabolique and neurologique et la combustion à l'air libre des plastiques contribue à la pollution atmosphérique.
- D'ici 2050, les émissions de gaz à effet de serre associées à la production, à l'utilisation et à l'élimination des plastiques représenteraient 15 % des émissions autorisées, dans le cadre de l'objectif visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C (34,7 °F).
- Plus de 800 espèces marines et côtières sont affectées par cette pollution par ingestion, enchevêtrement et autres dangers.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

- Quelque 11 millions de tonnes de déchets plastiques se déversent chaque année dans les océans. Ce chiffre pourrait tripler d'ici 2040.
- Le passage à une économie circulaire peut réduire de plus de 80 % le volume de plastique entrant dans les océans d'ici à 2040, réduire de 55 % la production de plastique vierge, faire économiser 70 milliards de dollars aux gouvernements d'ici à 2040, réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre et créer 700 000 emplois supplémentaires, principalement dans les pays du Sud.

La résolution historique, intitulée "Mettre fin à la pollution plastique : vers un instrument international juridiquement contraignant" a été adoptée à l'issue de la réunion de trois jours de l'UNEA-5.2, à laquelle ont assisté plus de 3 400 participants en personne et 1 500 participants en ligne de 175 États membres des Nations unies, dont 79 ministres et 17 hauts fonctionnaires. L'Assemblée sera suivie par l'événement "PNUE@50", une session spéciale de deux jours de l'Assemblée marquant le 50e anniversaire du PNUE, au cours de laquelle les États membres devraient se pencher sur la manière de construire un monde postpandémique résilient et inclusif.

[Pour plus d'informations](#)

Le rapport du GIEC met en lumière les effets du changement climatique sur la santé mentale

Pour la première fois, l'organe des Nations unies chargé des sciences du climat a mis en lumière les problèmes de santé mentale causés par la hausse des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes, dans son évaluation historique des risques climatiques et de la capacité de l'humanité à s'y adapter.

Dans son premier rapport sur les impacts climatiques depuis 2014, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) affirme que certains impacts sont déjà "irréversibles" et que 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des "contextes très vulnérables au changement climatique" - un total qui devrait augmenter. Le rapport indique qu'il est "très probable" que le changement climatique a eu des répercussions négatives sur la santé mentale des habitants des régions évaluées. Selon les scientifiques du GIEC, les problèmes de santé mentale, notamment l'anxiété, le stress et le syndrome de stress post-traumatique (SSPT), devraient s'aggraver à mesure que les températures continuent d'augmenter et que les populations sont confrontées à des phénomènes météorologiques plus extrêmes. Les enfants, les adolescents, les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes de santé sous-jacents sont particulièrement vulnérables aux risques pour la santé mentale associés au changement climatique. "C'est un pas énorme que de voir la santé mentale mentionnée pour la première fois dans le rapport le plus influent sur le changement climatique", a déclaré à Climate Home News Gesche Huebner, maître de conférences en environnements bâtis durables et sains à l'University College London. "Le changement climatique est la plus grande menace pour la santé mentale dans les décennies à venir", a-t-elle ajouté.

Les scientifiques ont exprimé une "confiance élevée" dans l'existence d'un lien entre les températures élevées et la détérioration de la santé mentale. Les résultats en matière de santé mentale associés aux températures élevées comprennent le suicide, les admissions en hôpital psychiatrique et les expériences d'anxiété, de dépression et de stress aigu. "De nombreuses recherches établissent un lien entre les températures élevées et les admissions en psychiatrie, mais nous avons besoin de plus de preuves concernant les mécanismes de causalité", a déclaré à Climate Home News Susan Clayton, l'un des principaux auteurs du chapitre sur la santé du rapport du GIEC et professeur de psychologie au College of Wooster, dans l'Ohio. "Nous n'avons pas encore de bonnes données pour dire quel est le



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

lien exact". Selon un rapport de l'Institut Grantham sur le changement climatique et l'environnement de l'Imperial College, les personnes souffrant d'une maladie mentale préexistante, en particulier la psychose, ont un risque de décès deux à trois fois plus élevé pendant les vagues de chaleur que les personnes qui n'en souffrent pas. Les températures plus chaudes peuvent avoir un impact sur la circulation sanguine, affecter l'efficacité des médicaments, détériorer le sommeil et accroître les conflits dans la société. Tous ces facteurs augmentent les risques pour la santé mentale, a déclaré à Climate Home News Emma Lawrance, coauteur du rapport et chargée d'innovations en matière de santé mentale à l'Imperial College de Londres. Selon le rapport du GIEC, l'exposition à des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations et les ouragans, peut entraîner un large éventail de problèmes de santé mentale, notamment la dépression et le syndrome de stress post-traumatique. "[Ces événements] sont souvent très stressants et traumatisants, [entraînant] des changements continus dans les communautés et forçant les gens à quitter leur maison", a déclaré Lawrance. Pour chaque personne touchée physiquement lors d'une catastrophe, 40 personnes sont touchées psychologiquement, selon le rapport du Grantham Institute.

Pour aider les gens à faire face aux conséquences d'un événement extrême, les pays devraient investir dans la fourniture de "premiers secours psychologiques" et le renforcement de la résilience émotionnelle au sein des communautés vulnérables, a déclaré Clayton. "Des personnes qui ne sont pas des professionnels de la santé mentale peuvent être formées à cette tâche". Investir dans les infrastructures physiques, comme les abris d'urgence, peut également aider les gens à se sentir plus en sécurité et "mieux mentalement" avant qu'un événement ne frappe, a-t-elle ajouté. Selon le rapport du GIEC, il existe moins de preuves scientifiques que l'anxiété liée à la crise climatique, également appelée solastalgie, entraîne une augmentation des problèmes de santé mentale. "Il existe de nombreuses preuves que les gens sont préoccupés, inquiets et craintifs face au changement climatique, mais cela affecte-t-il leur santé mentale ? Le fait d'être anxieux à propos du climat ne signifie pas que l'on souffre d'une maladie mentale", a déclaré M. Clayton. Si la recherche sur le sujet s'est intensifiée dans le monde occidental, les données manquent cruellement en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud - des régions où de nombreuses communautés sont très vulnérables aux conditions météorologiques extrêmes. Dans de nombreux pays, les maladies mentales sont stigmatisées et les suicides ne sont pas toujours enregistrés, a déclaré Mme Huebner. "C'est un problème énorme... Il faudra un certain temps pour le surmonter. Il est vraiment important de travailler avec les pays en question sur ce point."

[Pour plus d'informations](#)

Cinq points à retenir du rapport de l'ONU sur les impacts climatiques en 2022

L'organe de l'ONU chargé des sciences du climat a publié aujourd'hui un rapport majeur sur les impacts que le changement climatique aura sur les humains et la planète, et sur la façon dont nous pouvons nous y adapter. Il s'agit de la première évaluation de ce type réalisée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis 2014 et elle reflète de grandes avancées dans la compréhension scientifique de l'effet du réchauffement de la planète sur nous tous. Le groupe de travail II (GTII) est le deuxième volet du sixième rapport d'évaluation (AR6) du GIEC, après la publication en août dernier du GTGI, qui a examiné la science physique sous-jacente du changement climatique. Voici cinq messages clés de ce rapport historique.

1. Le changement climatique nuit à notre santé

Le changement climatique nuit déjà à la santé physique et mentale de tous les habitants de la planète. La moitié de l'humanité est déjà vulnérable à l'insécurité de l'eau et des milliards d'autres sont menacés par les épisodes de chaleur extrême, les maladies à transmission vectorielle et la faim liée au



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

réchauffement de la planète. La chaleur extrême, en particulier, a entraîné une augmentation de la mortalité et de la morbidité humaines et devrait s'aggraver au fil du siècle. Les inondations ont entraîné une augmentation des déplacements de population en Asie, en Afrique et en Amérique centrale et devraient s'intensifier. Les conditions météorologiques extrêmes ont déjà plongé des millions de personnes supplémentaires dans l'insécurité alimentaire, car les changements climatiques augmentent la probabilité de mauvaises récoltes simultanées, alors même que les denrées alimentaires de base perdent leur valeur nutritionnelle. On a observé une augmentation du risque de maladie cardiovasculaire due à l'exposition à la fumée des incendies de forêt, et 2,25 milliards de personnes supplémentaires seront exposées à la dengue d'ici à 2080 selon un scénario d'émissions moyennement élevé. Les problèmes de santé mentale, notamment l'anxiété et le stress, devraient augmenter parallèlement à l'exposition des humains à des conditions météorologiques extrêmes, et le changement climatique "contribue déjà aux crises humanitaires". Selon le rapport, les effets du changement climatique vont "accroître considérablement les problèmes de santé et les décès prématurés" à court et à long terme. "Les populations du monde entier souffrent déjà des impacts du changement climatique à 1,1C de réchauffement", a déclaré Emily Shuckburgh, directrice de Cambridge Zero à l'Université de Cambridge. "

2. Certaines choses seront perdues définitivement

Le rapport s'articule autour des options qui existent en matière d'adaptation, mais son message est sans équivoque : certains impacts climatiques sont déjà irréversibles, et plusieurs pertes dues à l'activité humaine approchent du point de non-retour. Le changement climatique causé par l'homme entraîne "des pertes de plus en plus irréversibles, dans les écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins côtiers et de haute mer". De nombreuses espèces ont déjà atteint la limite de leur capacité d'adaptation à la hausse des températures. Il y aura d'autres extinctions. Parmi les impacts qui "approchent de l'irréversibilité" figurent le recul des glaciers et les modifications des écosystèmes arctiques et montagneux dues au dégel du permafrost. Selon le rapport, d'ici à 2050, au moins un milliard de personnes risqueront de perdre leur maison à cause de tempêtes suralimentées par la montée des eaux. L'objectif de réchauffement de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris devant être dépassé dans les décennies à venir, quel que soit le scénario d'émissions, le rapport met en garde contre "l'augmentation inévitable de multiples risques climatiques (qui) présentent des risques multiples pour les écosystèmes et les humains". Care International a déclaré que le rapport montrait comment "même un dépassement marginal ou temporaire du seuil de 1,5°C aurait des conséquences désastreuses pour des millions de personnes".

3. Nous pouvons nous adapter... jusqu'à un certain point

Le rapport de 4 000 pages recense une multitude de moyens de s'adapter au changement climatique, notamment des solutions innovantes et pratiques pour améliorer la sécurité alimentaire et hydrique et préserver les écosystèmes. Toutefois, il constate que les projets d'adaptation ne sont pas répartis de manière égale sur le plan géographique et sont chroniquement sous-financés. Nombre d'entre eux manquent de perspicacité et ne saisissent pas l'occasion de transformer la façon dont nous nourrissons, abritons et alimentons les sociétés. Même avec un financement et une gestion adéquats, nous ne pouvons pas "éliminer" toutes les pertes et tous les dommages. Maintenir l'augmentation de la température à 1,5 °C permettrait de "réduire considérablement" l'ampleur des dommages. Le rapport met en garde contre les mesures qui aggravent la situation. Par exemple, les digues ou les barrages peuvent protéger les personnes et les biens à court terme, mais nécessitent des améliorations coûteuses pour être maintenus et pourraient encourager la construction dans des endroits difficiles à protéger. En fin de compte, si les émissions à l'origine du changement climatique ne diminuent pas "rapidement", les possibilités d'adaptation des sociétés deviendront "de plus en plus limitées", selon



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

l'évaluation. Kate Jones, présidente du département d'écologie et de biodiversité de l'University College London, a déclaré que l'évaluation montrait la nécessité d'une adaptation parallèlement à une réduction radicale des émissions. "Il est désormais clair que non seulement nous avons besoin des deux, mais que si nous n'agissons pas rapidement, nous risquons d'atteindre le point au-delà duquel nous ne pourrions plus nous adapter aux impacts climatiques."

4. Les plus pauvres seront les plus durement touchés

Si tout le monde est touché par le changement climatique, tout le monde ne l'est pas de la même manière, les communautés les plus pauvres, les femmes, les enfants et les populations autochtones étant les plus vulnérables à mesure que le siècle avance. Outre la disparition des écosystèmes - et la perte des services qu'ils fournissent - qui entraîne des "répercussions en cascade et à long terme" sur les communautés autochtones et locales, l'évaluation montre comment l'urbanisation croissante se traduit par une pression accrue sur les services d'eau, de santé et d'assainissement. Certains de ces impacts font déjà des ravages disproportionnés dans certaines régions, la mortalité due aux inondations, à la sécheresse et aux tempêtes étant environ 15 fois plus élevée dans les pays très vulnérables que dans les nations peu vulnérables au cours de la dernière décennie. Les pertes soudaines de récoltes et l'appauvrissement de la valeur nutritionnelle des aliments de base ont déjà accru la malnutrition dans de nombreuses communautés, en particulier parmi les populations autochtones, les petits exploitants et les ménages à faible revenu, les enfants et les femmes enceintes étant particulièrement touchés". Aujourd'hui, 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des "contextes de grande vulnérabilité au changement climatique", un chiffre qui, là encore, devrait augmenter. Camilla Toulmin, chargée de recherche à l'Institut international pour l'environnement et le développement, a déclaré que le rapport montrait que les personnes les moins responsables du changement climatique "sont les plus durement touchées par les effets dévastateurs des événements extrêmes". "Plus les nations riches continuent à émettre de plus en plus de gaz à effet de serre, plus la dévastation et les coûts augmentent."

5. Chaque degré compte

Bien qu'il soit trop tard pour agir sur certains impacts climatiques, le message qui ressort de l'évaluation est que chaque degré de réchauffement est important. L'ampleur et le rythme des risques climatiques dépendent des émissions à court terme et "s'intensifient avec chaque augmentation du réchauffement", prévient le rapport. Faisant écho à son rapport spécial de 2018 sur la température de 1,5 °C, le GIEC affirme que limiter le réchauffement à ce seuil permettrait de "réduire considérablement les pertes et les dommages prévus liés au changement climatique" ; pratiquement tous les risques prévus deviennent plus dangereux à mesure que la température augmente. Le rapport met en garde contre les pièges d'un "dépassement" de la température, c'est-à-dire d'une augmentation temporaire de 1,5 °C, caractéristique de plusieurs scénarios de modélisation du climat. Il prévient que de nombreux impacts "persisteront même si les températures reviennent à 1,5 °C" et que des rétroactions telles que les émissions liées au pergélisol ou la perte de puits de carbone forestiers "rendront plus difficile le retour à 1,5 °C d'ici 2100". Les solutions qui ne reposent pas sur une réduction rapide des émissions, comme la modification du rayonnement solaire, ne sont donc pas prises en compte. Les approches proposées pour renvoyer la lumière du soleil dans l'espace "introduisent un large éventail de nouveaux risques pour les personnes et les écosystèmes" et n'empêchent pas le CO₂ de s'accumuler dans l'air et les océans, prévient le rapport.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Analyse du marché des énergies renouvelables : L'Afrique et ses régions

Un système énergétique centré sur les énergies renouvelables peut contribuer à résoudre de nombreux problèmes sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux de l'Afrique. Une transition énergétique profonde n'est pas seulement réalisable, elle est essentielle pour un avenir sans danger pour le climat, dans lequel les prérogatives du développement durable sont respectées. Les énergies renouvelables sont essentielles pour surmonter la pauvreté énergétique, fournir les services énergétiques nécessaires sans nuire à la santé humaine ou aux écosystèmes, et permettre une transformation des économies en faveur du développement et de l'industrialisation. L'Afrique est extraordinairement diversifiée, et aucune approche unique ne permettra de faire progresser son avenir énergétique. Mais des efforts doivent être faits pour construire des systèmes énergétiques modernes, résilients et durables à travers le continent afin d'éviter de piéger les économies et les sociétés dans des systèmes énergétiques de plus en plus obsolètes qui les accablent d'actifs échoués et de perspectives économiques limitées. Ce rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), élaboré en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), présente les possibilités qui s'offrent à l'Afrique, tout en reconnaissant les défis auxquels elle est confrontée. Il trace la voie vers un système énergétique basé sur les énergies renouvelables et montre que la transition promet des gains substantiels en termes de PIB, d'emploi et de bien-être humain dans chaque région du continent.

Parmi les conclusions :

- Une grande partie de l'Afrique a jusqu'à présent été laissée de côté dans la transition énergétique : Seuls 2 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables au cours des deux dernières décennies ont été réalisés en Afrique, avec des disparités régionales importantes.
- Moins de 3 % des emplois dans le secteur des énergies renouvelables se trouvent en Afrique.
- En Afrique subsaharienne, le taux d'électrification est resté stable à 46 % en 2019, 906 millions de personnes n'ayant toujours pas accès à des technologies et des combustibles de cuisson propres.

Mais le continent dispose d'un énorme potentiel :

- L'Afrique dispose de vastes ressources potentielles en énergie éolienne, solaire, hydroélectrique et géothermique, et la baisse des coûts met de plus en plus les énergies renouvelables à portée de main...
- L'Afrique centrale et australe dispose d'abondantes ressources minérales essentielles à la production de batteries électriques, d'éoliennes et d'autres technologies à faible émission de carbone.

Des progrès ont été réalisés au cours de la dernière décennie :

Le déploiement des énergies renouvelables a augmenté au cours de la dernière décennie, avec plus de 26 GW de capacité de production basée sur les énergies renouvelables. Les ajouts les plus importants concernent l'énergie solaire ; Les investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables ont été multipliés par dix, passant de moins de 0,5 milliard d'USD sur la période 2000-2009 à 5 milliards d'USD sur la période 2010-2020 ; Les solutions d'énergie renouvelable distribuée, y compris les systèmes autonomes et les mini-réseaux, jouent un rôle de plus en plus important dans l'élargissement de l'accès à l'électricité dans les zones hors réseau et dans le renforcement de l'offre dans les zones déjà connectées.

Malgré la difficulté de s'éloigner des sources d'énergie à forte intensité de carbone, la transition énergétique - lorsqu'elle s'accompagne d'un panier de mesures appropriées - est très prometteuse pour l'Afrique :



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

La transition énergétique dans le cadre du scénario 1,5°C de l'IRENA prévoit une augmentation de 6,4 % du PIB, de 3,5 % des emplois dans l'économie et de 25,4 % de l'indice de bien-être par rapport aux plans actuels, en moyenne jusqu'en 2050 ; Les emplois créés dans le cadre de la transition vers les énergies renouvelables seront plus nombreux que ceux perdus en raison de l'abandon des énergies traditionnelles. Chaque million de dollars américains investis dans les énergies renouvelables entre 2020 et 2050 créerait au moins 26 années d'emploi ; pour chaque million investi dans l'efficacité énergétique, au moins 22 années d'emploi seraient créées chaque année ; pour la flexibilité énergétique, le chiffre est de 18.

Pour que ces avantages se concrétisent, les éléments suivants seront nécessaires :

- Un ensemble complet de politiques combinant la poursuite des objectifs climatiques et environnementaux, le développement économique et la création d'emplois, ainsi que l'équité sociale et le bien-être de la société dans son ensemble.
- des institutions fortes, une coopération internationale (y compris la coopération Sud-Sud) et une coordination considérable au niveau régional.

[Pour plus d'informations](#)

L'initiative "Science Based Targets" met à l'écart les compagnies pétrolières et retarde les critères de validation

L'organisme de normalisation des plans climatiques des entreprises a déclaré que l'acceptation d'engagements de la part d'entreprises telles que la compagnie pétrolière russe Tatneft présentait un "risque pour la réputation".

L'initiative Science-Based Targets (SBTi) a exclu cinq compagnies pétrolières et gazières de son site web pendant qu'elle travaille sur les critères permettant aux producteurs de combustibles fossiles de fixer des objectifs climatiques compatibles avec un réchauffement de 1,5 ou 2 degrés Celsius. Le SBTi, qui a été formé par une coalition d'ONG vertes, prévoyait de dévoiler ces critères en 2021. Au lieu de cela, il a annoncé ce mois-ci qu'il n'accepterait plus les engagements des producteurs de combustibles fossiles. Parmi les cinq entreprises qu'elle a retirées, figure la compagnie pétrolière russe Tatneft, qui appartient en partie au gouvernement de la province du Tatarstan. La directrice technique de SBTi, Cynthia Cummis, a déclaré à Climate Home : "Nous avons décidé que c'était un risque pour la réputation de SBTi de continuer à accepter des engagements de la part de compagnies pétrolières et gazières alors que nous ne savons pas quand la méthode pourra être utilisée". Les militants ont salué cette initiative. Kelly Trout, directeur de recherche d'Oil Change International, a déclaré : "Les engagements climatiques fondés sur la science de la part des producteurs de combustibles fossiles n'existent pas encore, et il est donc très bienvenu que SBTi prenne des mesures supplémentaires pour que cela soit clair dans sa politique".

Mais, a-t-elle ajouté, "la SBTi est toujours en train de développer une norme de fixation d'objectifs pour le secteur pétrolier et gazier, il reste donc à voir à quel point cette norme sera ambitieuse et comment les compagnies pétrolières et gazières y répondront". Après plusieurs années de discussions intermittentes, M. Cummis a déclaré que la SBTi avait rédigé des critères pour les entreprises pétrolières et gazières qui devaient être vérifiés en interne par des experts techniques, puis faire l'objet d'un "examen par les pairs" par un groupe externe. Ce groupe comprend des représentants de producteurs de pétrole et de gaz comme Shell, Total, BP et California Resources Corporation, ainsi que des ONG comme le World Wildlife Fund, le World Resource Institute, Carbon Tracker, des universitaires et des investisseurs comme HSBC et Aviva. Commentant la participation des entreprises de combustibles fossiles, M. Cummis a déclaré : "Il est essentiel que les entreprises participent



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

également à ces processus, car il faut s'assurer que, si les normes sont solides et conformes à la science, elles présentent également un certain degré d'aspect pratique afin d'être finalement adoptées".

Elle a ajouté : "Ce serait formidable de développer des normes vraiment robustes, mais si personne ne les adopte, elles ne sont pas très utiles... Si les entreprises ont leur mot à dire sur la façon dont elles sont développées, vous avez plus de chances qu'elles adhèrent à ces normes et les adoptent." SBTi facture aux entreprises jusqu'à 14 500 dollars pour valider leurs cibles. Mais Tzeborah Berman, présidente du Traité de non-prolifération des combustibles fossiles, a déclaré à Climate Home que les entreprises de combustibles fossiles "ne vont pas concevoir leur propre disparition" et que "les investisseurs et les gouvernements doivent cesser de se laisser prendre par les mathématiques faussées et les fausses promesses de l'industrie qui alimentent la crise avec leurs tactiques dilatoires". SBTi a récemment été accusée d'offrir une "plateforme pour l'écoblanchiment". En réponse, elle a déclaré qu'elle "se félicite d'un examen plus approfondi" et que la plupart des critiques étaient fondées sur son ancienne méthodologie, qui a été renforcée en octobre 2021. Le projet de critères pour les entreprises pétrolières et gazières comprend à la fois un objectif de réduction absolue des émissions et un objectif d'intensité, a déclaré Cummis. Les compensations de carbone ne seraient pas prises en compte et couvriraient les émissions de la tête de puits au tuyau d'échappement.

L'Agence internationale de l'énergie a déclaré que si le monde veut limiter le réchauffement à 1,5°C, il ne faut "approuver aucun nouveau gisement de pétrole et de gaz". Une condition sur la nouvelle production est à l'étude, a déclaré M. Cummis, mais : "Nous ne dictons pas nécessairement la stratégie qu'une entreprise utilise pour atteindre l'objectif. Nous dictons quel est le niveau d'ambition." Aucune grande compagnie pétrolière et gazière ne s'est engagée à arrêter toute nouvelle production de pétrole et de gaz. Shell vise à réduire la production de 1 à 2% par an - plus lentement que le taux de déclin naturel d'environ 4% pour les champs existants. Krista Haltunnen fait des recherches sur les plans de transition à faible émission de carbone des compagnies pétrolières et gazières à l'Imperial College de Londres et était l'un des experts consultés par SBTi. Elle a déclaré à Climate Home : "Pour être en conformité [avec un réchauffement de 1,5 ou 2 °C], votre entreprise doit avoir un plan pour ne plus être une entreprise de combustibles fossiles." Orsted est l'une des entreprises qui a fait ce choix. Anciennement connue sous le nom de Dong, elle a foré du pétrole et du gaz en mer du Nord avant de vendre ses actifs pétroliers et gaziers pour devenir la plus grande entreprise d'énergie éolienne offshore au monde.

[Pour plus d'informations](#)

Sensibiliser et former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable dans l'enseignement supérieur

Préparer tous les citoyens à la Transition écologique, entendue comme la transformation de la société afin de rétablir la viabilité de la planète par la mise en œuvre des Objectifs du développement durable, relève des missions de l'Enseignement supérieur. L'objectif de former tous les apprenants passant par l'Enseignement supérieur aux enjeux de la Transition écologique nécessite la mobilisation et l'évolution de tous les cursus, en formation initiale comme en formation continue, qu'ils conduisent à des concours, des diplômes nationaux, des diplômes d'État, des diplômes d'établissement ou des diplômes professionnels. Les formations supérieures des établissements privés ou hors de la tutelle du MESRI sont incluses dans cette mobilisation générale. Dans cette perspective, ce rapport décrit une démarche à décliner par les équipes enseignantes, dans le respect de leur liberté pédagogique et de l'autonomie des établissements. Cette démarche est impulsée et soutenue nationalement. Elle s'organise à l'échelle des établissements et pourra s'appuyer sur une mutualisation à l'échelle des sites élargis. Elle s'inscrit dans des espaces d'échanges nationaux et européens. La révision ou l'élaboration



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

des programmes et des maquettes coconstruites par les responsables de formations, les équipes enseignantes, les conseils de perfectionnement et les apprenants, ainsi que d'une évolution des dispositifs d'évaluation des acquis. L'objectif est de faire en sorte que chacun dispose des connaissances et de compétences à même de lui permettre d'agir pour la Transition écologique en tant que citoyen et en tant que professionnel. Pour ce faire, la voie la plus adaptée est de généraliser l'approche par les compétences à toutes les formations, en se fondant sur des référentiels spécifiques à chaque filière et élaborés sur la base d'un socle cohérent de cinq compétences :

- Appréhender les équilibres et les limites de notre monde par une approche systémique,
- Saisir les ordres de grandeur et les incertitudes par une analyse prospective,
- Coconstruire des diagnostics et des solutions,
- Utiliser les outils pour concrétiser les évolutions,
- Agir en responsabilité.

Le cadre européen de reconnaissance des compétences liées à la Transition écologique, en cours d'élaboration, confortera utilement cette démarche. La formation à la Transition écologique dans l'Enseignement supérieur doit devenir partie intégrante des parcours de formation. Elle reposera sur une intégration des questions de Transition écologique dans les enseignements déjà existants. En complément, des enseignements spécifiques pourront être proposés. La contribution à la Transition écologique deviendra un critère d'évaluation dans les propositions de projet ou de stage. Il semble prématuré de déployer une labellisation avant ce déploiement des référentiels de connaissances et de compétences. Si toutes les formations ont vocation à prendre en compte la Transition écologique, le Groupe de travail recommande de prioriser le niveau Bac+2. L'objectif est de former 100 % des étudiants de niveau Bac+2, quel que soit leur cursus, d'ici 5 ans. La formation à la Transition écologique dans l'Enseignement Supérieur s'inscrira dans la continuité des acquis des cycles scolaires du primaire et du secondaire, qui pourront faire l'objet d'un bilan individuel à l'entrée dans le supérieur. La collaboration entre étudiants et élèves du secondaire autour de la Transition écologique sera favorisée dans une logique d'encapacitation mutuelle. Le défi de la formation des formateurs est conséquent. Le groupe de travail propose des modalités permettant aux Inspé et aux masters MEEF de jouer un rôle essentiel dans la formation des futurs enseignants à la Transition écologique. Leur effort sera accompagné d'une révision des modalités des concours de recrutement des enseignants du primaire et du secondaire. Des missions d'animation et d'accompagnement pédagogique seront créées à l'échelle des établissements ou des sites, comme à l'échelle nationale. Elles accompagneront le déploiement de la démarche « compétences », faciliteront l'accès aux ressources pédagogiques relatives à la Transition écologique et assureront la promotion de modalités pédagogiques innovantes, en particulier celles favorisant le passage des étudiants à l'action. Elles s'appuieront sur des associations d'étudiants et sur les collectifs d'enseignants. Mobilisées à la demande de l'équipe pédagogique concernée, elles seront composées d'enseignants, d'étudiants, et d'ingénieurs pédagogiques. Les établissements devront accroître leur effort de recrutement d'ingénieurs pédagogiques spécialisés qui rejoindront ces missions.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2022 : Les eaux souterraines : rendre l'invisible visible

Le vaste potentiel des eaux souterraines et la nécessité de les gérer durablement ne peuvent plus être ignorés.

Représentant environ 99% de toute l'eau douce liquide sur Terre, les eaux souterraines ont le potentiel de fournir aux sociétés d'énormes avantages et opportunités sociales, économiques et environnementales. Les eaux souterraines fournissent déjà la moitié du volume d'eau prélevé à des fins domestiques par la population mondiale, y compris l'eau potable pour la grande majorité de la population rurale qui n'est pas approvisionnée par des systèmes d'approvisionnement publics ou privés, et environ 25 % de toute l'eau prélevée pour l'irrigation. Cependant, cette ressource naturelle est souvent mal comprise et, par conséquent, sous-évaluée, mal gérée, voire abusée.

Les eaux souterraines sont essentielles à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et de l'eau, à la création d'emplois décents, au développement socio-économique et à la résilience des sociétés et des économies face au changement climatique. La dépendance à l'égard des eaux souterraines ne fera qu'augmenter, principalement en raison de la demande croissante en eau de tous les secteurs, combinée à la variation croissante des régimes pluviométriques. Le rapport décrit les défis et les opportunités associés au développement, à la gestion et à la gouvernance des eaux souterraines dans le monde. Le rapport décrit les défis et les opportunités associés au développement, à la gestion et à la gouvernance des eaux souterraines à travers le monde. Il vise à établir une compréhension claire du rôle que les eaux souterraines jouent dans la vie quotidienne, de leurs interactions avec les populations, et des opportunités d'optimiser leur utilisation afin d'assurer la durabilité à long terme de cette ressource largement disponible mais fragile. Pour libérer tout le potentiel des eaux souterraines, il faudra déployer des efforts importants et concertés pour les gérer et les utiliser de manière durable. Et tout cela commence par rendre visible l'invisible.

La région arabe est l'une des plus pauvres en eau au monde et les eaux souterraines sont la source d'eau la plus utilisée dans au moins 11 des 22 États arabes. La surexploitation des eaux souterraines dans de nombreuses parties de la région a entraîné une baisse des nappes phréatiques, en particulier dans les zones agricoles et très peuplées. Cette situation est d'autant plus alarmante que les eaux souterraines constituent la principale source d'eau pour les groupes vulnérables qui ne sont pas officiellement connectés ou qui n'ont pas accès aux sources publiques. Les pratiques agricoles non durables, ainsi que les industries et l'urbanisation, ont un impact significatif sur la qualité des eaux souterraines. La plupart des ressources en eaux souterraines dans la région arabe ne sont pas renouvelables, et doivent être gérées en tenant compte du fait qu'elles constituent une ressource limitée. Cependant, le suivi de l'extraction des eaux souterraines reste difficile, malgré l'émergence de nouvelles technologies. Cela complique la gestion des eaux souterraines, en particulier dans un contexte transfrontalier. L'importance des eaux souterraines pour la sécurité de l'eau de la région dans un contexte de changement climatique exige une meilleure gouvernance par le biais de politiques et de législations, des approches de gestion innovantes, une utilisation accrue des technologies, un financement dédié pour une meilleure compréhension de la ressource et une coopération régionale renforcée.

La constitution et la mise à jour de la base de connaissances

L'UN Summary Progress Update 2021 sur l'ODD 6 soulève la question du manque de données sur les eaux souterraines et d'initiatives de surveillance des eaux souterraines, soulignant que la surveillance des eaux souterraines est un "domaine négligé". Les eaux souterraines doivent être surveillées au fil du temps en termes de quantité et de qualité, afin de connaître le comportement et l'état des



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

aquifères, et d'identifier les éventuels changements négatifs tels que les prélèvements excessifs, la réduction de la recharge (y compris les effets du changement climatique) et la pollution. La recharge des eaux souterraines est généralement estimée plutôt que directement mesurée. Les aquifères très vulnérables qui fournissent des services à la population et à l'environnement doivent être surveillés plus fréquemment. Les connaissances scientifiques en hydrogéologie et les méthodes et outils disponibles sont suffisants pour traiter la plupart des problèmes de gestion des eaux souterraines. Les connaissances scientifiques en hydrogéologie et les méthodes et outils disponibles sont suffisants pour répondre à la plupart des questions relatives à la gestion des eaux souterraines. Puisque tous les aquifères et leurs conditions limites sont uniques, il est crucial d'avoir des évaluations des eaux souterraines au niveau du terrain pour permettre des politiques et une gestion informées des ressources en eaux souterraines. Bien qu'elle soit souvent relativement coûteuse, la surveillance est un investissement judicieux : l'identification des problèmes à un stade précoce peut être très rentable, ce qui permet d'introduire des mesures d'atténuation avant que la ressource ne se détériore gravement. Les programmes de surveillance conventionnels peuvent être complétés par des initiatives de science citoyenne, qui peuvent également promouvoir l'intégration des connaissances locales dans la caractérisation hydrogéologique et les évaluations des systèmes d'eaux souterraines. Les techniques de télédétection ont également été utilisées par la communauté scientifique pour améliorer la surveillance et l'estimation des ressources en eau souterraine.

Le partage des données et des informations est souvent déficient, surtout dans les pays à faible revenu. Les données sur les eaux souterraines recueillies avec des fonds publics devraient être librement accessibles. Les entreprises privées devraient divulguer les données et informations pertinentes concernant les paramètres liés aux eaux souterraines qui permettraient d'améliorer l'évaluation et la gestion des eaux souterraines. Par exemple, les données géophysiques et de forage acquises lors de l'exploration pétrolière et gazière pourraient améliorer la connaissance de l'étendue et des paramètres des aquifères. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, la capacité hydrogéologique fait défaut, même lorsque les eaux souterraines constituent la plus grande partie de leurs ressources en eau gérées. Il s'agit souvent de capacités à la fois techniques et institutionnelles.

Politique et planification

Trop souvent, l'adoption d'une politique des eaux souterraines est principalement axée sur l'utilisation des eaux souterraines après leur prélèvement. Toute vision nationale de la gestion des eaux souterraines doit être intégrée dans une vision nationale des ressources en eau, en dialogue avec des acteurs allant des utilisateurs et techniciens locaux des eaux souterraines aux scientifiques, décideurs et investisseurs. La politique en matière d'eaux souterraines doit dépendre du statut juridique et de la nature de la propriété des eaux souterraines (publique ou privée), ainsi que de facteurs tels que les utilisateurs de l'eau, les caractéristiques interdépendantes des eaux de surface et les utilisations des terres dans les zones de recharge des aquifères. Elle doit également permettre une prise de décision intégrée pour les ressources en eau souterraine et les systèmes aquifères, et être reliée à d'autres secteurs et domaines de la société au-delà du secteur de l'eau - tels que le développement socio-économique, l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté, l'alimentation et l'énergie, les écosystèmes, le changement climatique et la santé humaine. Les politiques, stratégies et plans doivent être adaptés au contexte local, basés sur les priorités et les aspirations de la population locale, et informés par des preuves scientifiques solides. Les plans peuvent être préparés dans le cadre d'un effort de coopération entre les ministères nationaux, les agences provinciales et locales, et d'autres parties prenantes, sur la base d'un dialogue et d'un soutien technique inclusif (par exemple, une cartographie participative) afin de permettre la copropriété du processus et du résultat. Le processus



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

produit un document formel qui peut être validé, avec des actions limitées dans le temps et des indicateurs qui peuvent être suivis, et des produits et impacts/résultats qui peuvent être évalués.

[Pour plus d'informations](#)

Protégeons nos populations et les générations futures – Les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat appellent à l'action

Les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat ont appelé à prendre d'urgence des mesures concertées «pour protéger nos populations et les générations futures», suite à la publication par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de nouvelles données scientifiques alarmantes relatives à la montée de la menace pesant sur la disponibilité de l'eau à l'échelle mondiale et aux aléas liés à l'eau.

La moitié de la population mondiale environ est actuellement confrontée à une grave pénurie d'eau pendant au moins une partie de l'année et cette situation devrait s'aggraver à mesure que le changement climatique modifie le régime des précipitations, avec des conséquences sur l'ensemble du cycle hydrologique. L'incidence des changements hydrologiques dus au retrait des glaciers et au dégel du pergélisol est proche du point de non-retour. Sur Terre, seulement 0,5 % de l'eau est utilisable et disponible sous forme d'eau douce. Au cours des vingt dernières années, le stockage de l'eau dans les terres (à la surface du sol et dans le sous-sol – humidité du sol, neige et glace comprises) a diminué à un rythme supérieur à la consommation totale d'eau par la population humaine. Ceci a un impact considérable sur la sécurité future de l'approvisionnement en eau, compte tenu de la croissance démographique et de la dégradation de l'environnement.

«Nous sommes à l'avant-garde d'une nouvelle réflexion sur les moyens pour nos sociétés et nos économies de mieux résister au changement climatique. L'amélioration du mode d'exploitation de l'eau constitue une piste pour renforcer la sécurité alimentaire, protéger la santé et les moyens de subsistance, promouvoir la transition juste vers les énergies propres, construire des villes dotées de stratégies relatives à l'eau et au climat, protéger l'environnement, construire des économies résilientes, aider le monde à réaliser les objectifs de développement durable et respecter les engagements climatiques mondiaux», ont déclaré les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat dans un appel à l'action. Reconnaissant que «l'on ne puisse gérer ce que l'on ne mesure pas », les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat se sont également engagés à mettre en place un Système mondial d'information sur l'eau afin de remédier aux carences en matière de données et de disposer d'informations fiables et exploitables. «Nous avons besoin de données pour comprendre l'incidence du changement climatique sur nos systèmes hydrologiques; pour savoir aujourd'hui comme à l'avenir, où se situent les ressources en eau, en quelle quantité et quelle en est la qualité. Nous avons besoin d'informations pour savoir où et comment nos actions peuvent favoriser notre accès à cette ressource précieuse et pour nous protéger des aléas et des catastrophes liés à l'eau. Les données sont également essentielles pour une prise de décision intelligente», indique l'appel à l'action. «Or, on constate des carences majeures dans ce domaine: les données sont éparpillées, incohérentes et incomplètes.» Les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat incluent des représentants de haut niveau de pays menacés par la fonte des glaciers, les inondations et la sécheresse, ainsi que des organismes des Nations Unies et de l'aide au développement, des entreprises, de la société civile et de la jeunesse. Ce groupe éminent est chargé de formuler des orientations stratégiques sur l'unification des programmes d'action relatifs à l'eau et au climat et l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

La crise de l'eau: impacts, adaptation et vulnérabilité

Le nouveau rapport du GIEC intitulé «Changement climatique 2022: impacts, adaptation et vulnérabilité» expose l'ampleur de la crise de l'eau qui se profile et les défis considérables à relever en matière de gestion de la ressource. La disponibilité de l'eau provenant de la fonte des neiges – source cruciale pour l'irrigation dans certaines régions du monde – est appelée à diminuer, tandis que la perte de masse prévue des glaciers à l'échelle mondiale réduira à moyen et à long terme la quantité d'eau disponible pour l'agriculture, l'hydroélectricité et les établissements humains. L'évolution de l'ampleur et de la périodicité du débit des cours d'eau, ainsi que les phénomènes extrêmes qui y sont associés, devraient avoir un impact négatif sur les écosystèmes d'eau douce dans de nombreux bassins versants. La gravité des dommages directs causés par les inondations s'amplifiera avec chaque fraction de degré d'augmentation de la température. Selon le rapport du GIEC, la majeure partie des politiques officielles d'adaptation au changement climatique concernent les risques et les impacts liés à l'eau. Toutefois, le rapport met en garde contre les effets potentiellement dommageables de mesures d'adaptation mal gérées: dans ces conditions, il se peut qu'un projet d'irrigation réduise certes le risque de sécheresse, mais contribue parallèlement à accélérer l'épuisement des eaux souterraines et d'autres sources d'eau et à accroître la salinisation des sols.

Appel à l'action:

Face aux défis croissants et à la nécessité urgente d'agir, les chefs de file de la Coalition sur l'eau et le climat appellent aux actions suivantes:

- Adoption d'une approche intégrée de l'eau et du climat – Il faut reconnaître la place revenant à l'eau dans une prise de décision éclairée visant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter.
- Soutien international à l'amélioration des données et des informations sur l'eau pour que le monde soit préparé à faire face aux conditions climatiques – Il faut collaborer à la mise en place d'un Système mondial d'information sur l'eau qui fournira des données sur l'état de la ressource, ainsi que des évaluations et des perspectives afin de permettre une prise de décision intelligente en matière de climat et d'eau.
- Mobilisation de partenaires pour passer à l'action – Il faut promouvoir les solutions propices à une prise de décision éclairée: inventaire relatif à l'eau et au climat, mécanisme d'information sur la cryosphère, nouvelle logique de financement, participation des populations locales et coopération entre les bassins fluviaux.
- Reconnaissance de la nécessité de protéger les glaciers – Il faut reconnaître le rôle des glaciers, qui constituent l'une des plus importantes sources d'eau douce et coopérer pour préserver cette ressource en organisant une Année internationale de la protection des glaciers en 2025.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Carney et Kyte supervisent les règles de compensation des émissions de carbone afin de répondre aux préoccupations en matière d'écoblanchiment

Deux initiatives vont publier des normes pour le marché volontaire du carbone cette année, tandis que les militants dénoncent la compensation comme une "escroquerie" qui retarde la véritable action climatique.

Les acteurs volontaires du marché du carbone travaillent à l'élaboration d'un ensemble de normes mondiales pour les crédits carbone, en réponse aux préoccupations liées à l'écoblanchiment. Une avalanche d'annonces d'entreprises en faveur du "zéro carbone" a provoqué une explosion de la demande de compensations carbone de la part d'entreprises cherchant un moyen bon marché d'atteindre leurs objectifs climatiques. L'envoyé spécial des Nations unies pour l'action et le financement en matière de climat, Mark Carney, a mis en place un groupe de travail du secteur privé fin 2020 pour développer le marché, mais il a été accusé d'éluder les questions d'intégrité environnementale. La question a été soulevée lors de la Cop26 à Glasgow, au Royaume-Uni, en novembre dernier. Des groupes de peuples indigènes et l'adolescente militante Greta Thunberg ont protesté contre la compensation, estimant qu'elle compromet et retarde toute action réelle en faveur du climat. La nouvelle envoyée de l'Allemagne pour le climat, Jennifer Morgan, qui était à l'époque à la tête de Greenpeace International, a risqué d'être expulsée des négociations pour dénoncer le groupe de travail de M. Carney comme une "escroquerie". Face à ces critiques, le groupe de travail s'est détourné du développement du marché pour se concentrer sur l'amélioration de la qualité des projets de crédits carbone. L'Integrity Council for the Voluntary Carbon Market est né du groupe de travail de M. Carney en tant qu'organe de gouvernance indépendant. Il a annoncé le lancement d'une consultation publique en mai pour informer "un ensemble définitif de normes de seuil mondiales" pour les crédits carbone, qui devrait être publié au troisième trimestre de 2022. "Nous devons nous attaquer aux facteurs qui minent la confiance et la transparence et qui ont ouvert la porte aux préoccupations généralisées concernant l'écoblanchiment", a déclaré Hugh Sealy, coprésident du conseil. "Si nous construisons une grande intégrité, l'échelle suivra". Le conseil est l'une des deux principales initiatives visant à établir des règles d'échange de carbone respectueuses de l'environnement. L'autre est l'initiative volontaire pour l'intégrité du marché du carbone (VCMI), coprésidée par Rachel Kyte, ancienne envoyée des Nations unies pour les énergies propres. S'adressant aux journalistes, Mme Kyte a fait valoir que, si elle est bien menée, la compensation peut apporter un financement indispensable à des projets qui réduisent et éliminent le dioxyde de carbone et aident le monde à limiter le réchauffement à 1,5 °C. Mais les marchés volontaires du carbone "s'accompagnent d'un certain nombre de problèmes". Mais les marchés volontaires du carbone "sont accompagnés d'un avertissement sanitaire", a-t-elle déclaré. "Ils n'auront ce type d'impact que s'ils sont vraiment très intégrés et inclusifs. Et c'est là que le bât blesse". Les deux initiatives sont en "contact étroit" dans un effort "pour s'assurer que nos travaux séparés vont dans la même direction et peuvent ensemble être utiles au secteur privé et aux gouvernements", a déclaré Kyte à Climate Home News. Quatre experts du marché du carbone font office de conseillers et de membres du conseil d'administration des deux initiatives, ce qui permet de "combler les lacunes" et de garantir que tout critère d'intégrité peut être reconnu par les deux groupes, a déclaré Annette Nazareth, l'autre coprésidente du conseil de l'intégrité. Les deux groupes s'intéressent à des aspects différents du problème. Le conseil de l'intégrité se concentre sur le développement de "principes de base du carbone" sur ce qui constitue un crédit de haute qualité. Il sera doté de pouvoirs d'exécution lui permettant de dénoncer les mauvais acteurs et de les suspendre du marché. L'initiative de M. Kyte se concentre sur la demande et sur les allégations que les entreprises peuvent légitimement faire lorsqu'elles achètent des réductions d'émissions. Cela couvre le rôle de la compensation dans les plans "net zéro" des entreprises et les allégations selon lesquelles des produits spécifiques sont "neutres en carbone", avec des directives pratiques qui



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

devraient être publiées au début de l'été. Mme Kyte se préoccupe également de la manière dont les populations autochtones et les communautés locales peuvent participer, non seulement à la conception de projets de réduction des émissions de carbone sur le terrain, mais aussi à l'élaboration de la réglementation du marché dans son ensemble - une demande des groupes autochtones qui, selon elle, est devenue "véhémement" à l'approche de la Cop26. Le conseil de l'intégrité affirme vouloir s'attaquer à ce problème, mais il a du mal à pourvoir trois postes au sein de son conseil d'administration réservés aux représentants des communautés locales sous-représentées. "Nous espérons combler ces postes dès que possible. C'est un impératif pour nous", a déclaré M. Sealy. "Nous voulons placer la barre plus haut. Chaque projet doit avoir un bénéfice net pour la communauté dans laquelle il est installé. C'est ce que nous devons essayer d'atteindre." Ces initiatives ont peu de chances de convaincre les plus farouches détracteurs de la compensation. Le directeur de Greenpeace Asie du Sud-Est, Yeb Saño, a écrit dans Climate Home que le fait de présenter la compensation des émissions de carbone comme une victoire pour les peuples indigènes et les communautés locales des pays en développement était un "lavage écologique des plus condescendants". Teresa Anderson, responsable de la justice climatique pour ActionAid International, a déclaré à Climate Home que les programmes de compensation des émissions de carbone "peuvent causer du tort aux communautés autochtones et locales par l'accaparement des terres et la destruction des écosystèmes". "Les initiatives qui tentent de rendre la compensation des émissions de carbone plus acceptable se résument souvent à un peu plus qu'un blanchiment d'argent pour les blanchisseurs d'argent. Si l'implication de représentants autochtones peut constituer un progrès, cela ne garantit pas automatiquement que les résultats seront légitimes ou suffisants. Loin de là."

[Pour plus d'informations](#)

4^{ème} session de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur les BBNJ

Après deux ans de reports dus à la pandémie de COVID-19, les États membres des Nations unies se réuniront à New York pour poursuivre les négociations sur un instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ). La conservation et l'utilisation durable des zones situées au-delà de la juridiction nationale attirent de plus en plus l'attention de la communauté internationale, car les données scientifiques, bien qu'insuffisantes, révèlent la richesse et la vulnérabilité de cette biodiversité, en particulier autour des monts sous-marins, des cheminées hydrothermales, des éponges et des coraux d'eau froide, tandis que les pressions anthropiques croissantes exercées par les activités existantes et émergentes, telles que la pêche, l'exploitation minière, la pollution marine et la bioprospection en haute mer, suscitent de plus en plus d'inquiétudes. Après plus d'une décennie de discussions convoquées dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, l'Assemblée, dans sa résolution 72/249 du 24 décembre 2017, a décidé de convoquer une conférence intergouvernementale (CIG) pour élaborer le texte d'un instrument international juridiquement contraignant au titre de la CNUDM sur la conservation et l'utilisation durable des BBNJ. La CIG a tenu sa session d'organisation en 2018 et a tenu trois sessions formelles en septembre 2018, mars 2019 et août 2019. La quatrième et dernière session était censée se réunir en mars 2020. Pour maintenir l'élan pendant le retard de deux ans du COVID, la présidente de l'IGC, Rena Lee (Singapour), a organisé des sessions intersessions virtuelles à partir de septembre 2020 sur la plateforme Microsoft Teams et des webinaires pour poursuivre le dialogue sur les quatre éléments du projet de traité :

- Les ressources génétiques marines, y compris les questions relatives au partage des avantages ;
- Les mesures telles que les outils de gestion par zone, y compris les aires marines protégées ;
- Les évaluations d'impact environnemental ;



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

- Le renforcement des capacités et le transfert des technologies marines, ainsi que les questions transversales.

En plus de ces sessions, les gouvernements de la Belgique, du Costa Rica, de Monaco et de l'Alliance de la haute mer ont organisé des dialogues en ligne sur la haute mer, au cours desquels les participants de BBNJ ont pris part à des sessions de trois heures sur des sujets choisis. Lors de la CIG-4, les délégués devraient se réunir dans une combinaison de sessions plénières et d'"informelles" pendant deux semaines pour mener des négociations textuelles sur les questions en suspens, telles que : le champ d'application de l'instrument, y compris dans quelle mesure les informations sur les séquences numériques ou les dérivés seront abordés, ainsi que la question de savoir si les poissons et les pêcheries auront une place dans l'accord ; si les mesures de partage des avantages, obligatoires ou volontaires, seront effectuées sur une base monétaire et/ou non monétaire ; et les principes primordiaux régissant le futur instrument international juridiquement contraignant, en particulier le patrimoine commun de l'humanité et la liberté de la haute mer.

[Pour plus d'informations](#)

Le rapport de l'ONU nous montre le coût humain de l'échec climatique

Il s'agit à la fois d'un réquisitoire sévère et d'un guide pratique, qui dénonce notre comportement irresponsable envers la nature tout en proposant des solutions concrètes pour éviter les pires conséquences de nos actes. Au cœur de l'ouvrage se trouve un appel, d'une urgence et d'une ampleur sans précédent, lancé par les plus grands climatologues du monde aux gouvernements de la Terre : transformez notre mode de vie actuel ou faites face à un avenir invivable. Les scientifiques, et peut-être plus particulièrement les climatologues, sont prudents par nature, tenus par les normes de recherche de "pécher par excès de prudence". Si les précédents rapports d'évaluation du GIEC n'ont pas caché les risques posés par le changement climatique, nombre de leurs prédictions relevaient du domaine de l'hypothétique. Compte tenu de la variabilité des modèles et des ensembles de données d'observation moins que complets, cette approche circonspecte était, à l'époque, la bonne. Le sixième rapport d'évaluation (AR6) se passe d'hypothèses, offrant l'évaluation la plus sûre à ce jour de la manière dont nous avons déjà modifié notre climat au-delà de la capacité de nombreux écosystèmes à y faire face.

Alors que l'introduction du cinquième rapport d'évaluation (AR5) de 2014 prévient que "le changement climatique présente des risques pour les systèmes humains et naturels", un résumé du rapport met à jour cette phrase : "a causé des impacts négatifs généralisés et des pertes et dommages connexes pour la nature et les personnes". Alors que le rapport AR5 était vague - "certains impacts sur les systèmes humains ont également été attribués au changement climatique" - le rapport AR6 est direct : "Le changement climatique a eu des impacts sur la santé humaine, les moyens de subsistance et les infrastructures clés". Les périls possibles évoqués par le GIEC en 2014 se concrétisent. Le résumé du RE5 contient 54 références à "potentiel" ou "potentiellement". Dans le résumé du WGII, elles ne sont plus que 21. Dans de nombreux cas, ce qui était "projeté" il y a moins de dix ans est maintenant devenu "inévitabile". Grâce à la prolifération des données et à la sophistication croissante des techniques d'observation et de modélisation, les scientifiques disposent de plus d'informations que jamais pour affirmer, avec une autorité inégalée, qu'une urgence climatique est en train de se développer autour de nous. Et plus de points de données du passé et du présent signifient des fondations plus solides sur lesquelles bâtir les scénarios futurs.

Les données reflètent simplement la réalité : au cours des huit années qui se sont écoulées depuis que les scientifiques du GIEC ont émis leur dernier avertissement équivalent, un accord de Paris et les sept années les plus chaudes jamais enregistrées plus tard, les émissions de gaz à effet de serre ont continué



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

à augmenter inexorablement. Freiderike Otto, physicien à l'Institut Grantham de l'Imperial College et auteur principal du rapport AR6, a déclaré que le ton urgent du WGII était "probablement dû au fait que nous n'avons toujours pas réussi, au niveau mondial, à modifier le taux d'augmentation des émissions". "Ce que ce rapport fait de manière très différente du RE5 - et c'est pourquoi il semble tellement plus urgent et réel - c'est qu'il montre que le changement climatique n'est pas une menace future. Il est là, maintenant. Il affecte les personnes les plus vulnérables dans toutes les sociétés du monde", a déclaré M. Otto à Climate Home. Une avancée majeure depuis le cinquième rapport d'évaluation est la science de l'attribution, qui étudie dans quelle mesure les événements météorologiques extrêmes individuels, tels que les inondations et les sécheresses, peuvent être directement attribués au changement climatique causé par l'homme. Michael Oppenheimer, professeur de géosciences à la Princeton School of Public and International Affairs et ancien auteur du GIEC, a déclaré qu'il y avait eu une "note d'urgence" croissante dans les récents rapports du GIEC.

Il a déclaré que l'attribution, associée aux conclusions du rapport spécial du GIEC de 2018 sur 1,5C, avait "changé le discours public dans les médias et attiré l'attention du public et des décideurs". "Cela a eu un effet libérateur sur la capacité des scientifiques dans ces rapports et ailleurs à rapporter ce qu'ils pensent réellement plutôt que de diluer le message public pour éviter un sentiment d'alarme", a-t-il déclaré à Climate Home. "L'alarme - en supposant qu'elle aille de pair avec une plus grande action pour réduire les émissions - semble maintenant tout à fait appropriée à la réalité." En effet, malgré les dommages que le réchauffement climatique a déjà causés à des millions de personnes - de l'insécurité alimentaire et hydrique à la vulnérabilité accrue aux maladies et aux phénomènes météorologiques extrêmes - ce sont les dommages à venir qui devraient empêcher les chefs d'État de dormir. De nombreux impacts sont inévitables. Quoi qu'il arrive aux émissions de gaz à effet de serre, le plafond d'augmentation de la température de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris sera dépassé dans les décennies à venir, ce qui entraînera une "augmentation inévitable des multiples risques climatiques", selon le rapport de 4 000 pages. Au-delà de 2040, le changement climatique devrait entraîner pas moins de 127 risques majeurs, avec des impacts "jusqu'à plusieurs fois plus élevés" qu'actuellement. La soif, la faim et les maladies arrivent. C'est la mauvaise nouvelle. Ou une partie de celle-ci. Le WGII de l'AR6 évalue également, avec une précision inégalée, la manière dont notre espèce peut s'adapter à ces menaces climatiques apparemment sans fin.

Une grande partie du rapport est consacrée à des solutions concrètes pour contribuer à la sécurité de l'eau (irrigation plus efficace, augmentation de la rétention, systèmes d'alerte précoce) et de l'alimentation (agroforesterie, lutte contre les parasites, agriculture urbaine), ainsi qu'à la préservation et à la restauration de la nature. La coprésidente du groupe de travail II, Debra Roberts, a déclaré que le rapport "passe de la création d'un récit du risque à l'examen des possibilités de réponse dans les systèmes humains et naturels". "Il y a des pertes et des dommages liés au changement climatique d'origine humaine depuis des décennies que nous n'avons pas évitées", a déclaré Otto. "Mais là où nous devrions concentrer notre attention, c'est qu'un grand nombre de ces pertes et dommages sont si importants en raison de la grande vulnérabilité et de la grande exposition des populations. Ce n'est pas un don du ciel, nous avons les moyens d'y remédier et de changer les choses. "Nous savons ce qui se passe. Nous savons comment y faire face. Nous avons des stratégies d'adaptation, nous ne les avons simplement pas mises en œuvre."

La direction prise laisse beaucoup à désirer. Il n'y a pas assez d'argent pour l'adaptation. Les pauvres, qui en ont le plus besoin, en reçoivent le moins. De nombreuses initiatives sont à courte vue, réduisant les risques aujourd'hui tout en accumulant davantage de problèmes pour l'avenir. Le rapport met également en évidence les limites de l'adaptation. Dans certaines régions, ces limites sont déjà mises à l'épreuve, dans des écosystèmes tels que les récifs coralliens et dans les foyers de familles



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

confrontées à un risque constant d'inondation, mais qui n'ont pas les moyens de s'installer sur un terrain plus sûr. D'autres limites se profilent à l'horizon, comme la perte irrémédiable d'eau due à la disparition des réseaux de glaciers ou la diminution des zones de culture de base. Une chose est claire. Sans une réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre à l'origine de la hausse des températures, aucune adaptation ne pourra sauver de nombreux écosystèmes et secteurs de l'effondrement. "Peu importe les autres problèmes critiques qui réclament votre attention, comme Covid ou l'Ukraine... s'il vous plaît, gardez votre gouvernement suffisamment concentré sur le changement climatique pour que les progrès dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre puissent s'accélérer et rattraper le rythme auquel le climat change", a déclaré M. Oppenheimer.

[Pour plus d'informations](#)

Que signifierait le "zéro émission" d'ici 2050 pour l'empreinte carbone des jeunes par rapport à celle de leurs parents ?

Les enfants nés aujourd'hui émettront 10 fois moins de carbone au cours de leur vie que leurs grands-parents si le monde atteint l'objectif de réduction des émissions mondiales à un niveau net zéro d'ici 2050. Cet objectif - qui offre au monde une chance de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 °C et d'éviter les pires effets du changement climatique - exige une transformation totale de la façon dont nous produisons, transportons et consommons l'énergie. Il s'agit d'une entreprise réalisable mais extrêmement difficile. La feuille de route de l'AIE pour un niveau d'émissions nettes zéro d'ici à 2050 définit les conditions essentielles pour que le secteur énergétique mondial atteigne le niveau d'émissions nettes zéro d'ici à 2050, notamment les changements de technologie et de mode de vie. Les principales étapes consistent à quadrupler la capacité de production d'énergie solaire photovoltaïque et éolienne ajoutée chaque année d'ici à 2030, à améliorer l'intensité énergétique de l'économie mondiale de 4 % par an au cours de la décennie et à électrifier de larges pans de l'économie tels que les voitures, le chauffage des bâtiments et les moteurs industriels. Dans la trajectoire de la feuille de route, près de la moitié des réductions d'émissions en 2050 reposent sur des technologies qui en sont encore aux premiers stades de la R&D aujourd'hui. Pour montrer comment ces changements nous affectent en tant qu'individus, nous avons calculé l'empreinte CO2 moyenne d'une vie en fonction de l'année de naissance d'une personne. L'"empreinte CO2 à vie", telle qu'elle est utilisée dans ce commentaire, mesure les émissions de CO2 liées à l'énergie d'un individu moyen tout au long de sa vie. Cette mesure s'appuie sur les émissions historiques et les données démographiques du scénario "émissions nettes nulles en 2050" de l'AIE et sur les projections à moyenne variable du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES).

Dans le scénario de l'AIE selon lequel le monde parvient à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050, une personne née dans les années 1950 émettrait en moyenne 350 tonnes de CO2 au cours de sa vie. Les bébés nés dans les années 2020 n'émettraient en moyenne que 34 tonnes de CO2 chacun dans le scénario "zéro émission nette". En d'autres termes, le baby-boomer moyen - défini par le Pew Center comme une personne née entre 1950 et 1964 - émettrait 10 fois plus de CO2 au cours de sa vie que le membre moyen de la génération Alpha, c'est-à-dire les personnes nées aujourd'hui ou dans les années à venir. La génération Z, née entre 1997 et 2012, émettrait en moyenne 110 tonnes de CO2 au cours de sa vie si le monde parvient à atteindre le niveau zéro d'ici à 2050. Les pays dont les émissions par habitant sont historiquement élevées, comme l'Amérique du Nord et l'Europe, doivent réaliser des réductions générationnelles beaucoup plus importantes que les pays dont les émissions par habitant sont historiquement faibles, comme l'Inde. Dans notre scénario "émissions nettes nulles d'ici à 2050", l'empreinte de CO2 au cours de la vie des personnes nées aux États-Unis ou dans l'Union européenne dans les années 1950 sera environ 15 fois supérieure à celle de leurs descendants nés dans les années 2020. En comparaison, l'empreinte CO2 au cours de la vie des Indiens nés dans les années 1950 ne sera



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

que 3,5 fois supérieure à celle de leurs descendants nés dans les années 2020, tandis qu'elle sera 4 fois supérieure en Chine. Avec un point de départ plus bas en termes d'émissions par habitant, des changements beaucoup plus faibles sont nécessaires entre les générations. Ces empreintes de CO2 plus faibles entre les générations ne résultent pas d'une diminution du bien-être matériel et des opportunités économiques. Presque tous les pays deviennent plus riches en termes réels. Par exemple, le PIB par habitant des États-Unis est aujourd'hui supérieur d'environ 45 % à celui de 1990.

Les jeunes d'aujourd'hui sont plus exposés aux dommages climatiques que leurs parents, ce qui motive nombre d'entre eux à relever le défi de la réduction de l'empreinte carbone. Les adolescents s'intéressent à la science et à la politique climatiques plus activement que les générations précédentes et participent activement aux forums sur le climat. Parmi ceux-ci, citons la conférence annuelle des jeunes de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la réunion Youth4Climate qui a donné lieu à un vaste manifeste en 2021, et la réunion de l'Assemblée des jeunes pour l'environnement des Nations unies qui se tiendra à Nairobi à partir du 19 février. Ce sont les jeunes générations qui sont le moteur de l'ambition en matière de réduction des émissions. En plus de faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques efficaces de réduction des émissions - qui sont les plus à même de façonner notre destin énergétique et climatique - les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures peuvent modifier leurs comportements individuels, par exemple en choisissant des modes de transport à faible émission de carbone, en utilisant moins la climatisation ou le chauffage, en évitant les vols et en recyclant et réutilisant leurs biens. Les générations futures auront besoin de beaucoup plus d'infrastructures et de services énergétiques à faible émission de carbone que ce qui est disponible aujourd'hui. Les technologies énergétiques propres nécessitent des années de R&D avant d'être commercialisées. Les projets d'infrastructure énergétique - tels que les centrales électriques, les cimenteries et les aciéries - ont une longue durée de vie, ce qui a de graves répercussions sur les décennies à venir. Une décarbonisation systémique radicale est nécessaire, non seulement pour permettre aux jeunes générations de choisir leur mode de vie avec plus de souplesse, mais aussi pour préserver l'avenir des générations suivantes. Il est donc impératif que les dirigeants d'aujourd'hui mettent en œuvre dès maintenant les politiques et les investissements nécessaires. Il est essentiel d'inclure la voix des jeunes dans les processus décisionnels afin de garantir que les politiques d'aujourd'hui répondent adéquatement à leurs besoins. La participation des jeunes a été soulignée par la Commission mondiale sur les transitions énergétiques propres centrées sur les populations dans ses recommandations pour la Conférence sur le changement climatique COP26 à Glasgow. L'âge moyen des membres des cabinets gouvernementaux dans les économies avancées est de 53 ans, et l'âge moyen des PDG des entreprises du classement Fortune 500 est de 60 ans. Pour instaurer un véritable dialogue intergénérationnel, les pays et les entreprises doivent renforcer le soutien financier et administratif à la participation des jeunes à la planification, à la prise de décision et à l'action en matière de climat à tous les niveaux. Ce sont les jeunes générations qui ont le plus à perdre, et ce sont elles aussi qui ont le plus à gagner d'une transition énergétique réussie. L'innovation a le potentiel de créer des millions de nouveaux emplois dans les industries émergentes. Le passage à une énergie propre peut réduire la pollution atmosphérique qui étouffe de nombreuses villes dans le monde. Les modes de vie à faible émission de carbone sont bénéfiques pour la santé, par exemple en encourageant les déplacements actifs et en évitant une consommation alimentaire excessive. Des politiques et des investissements solides et efficaces en matière d'énergie propre peuvent aujourd'hui non seulement réduire l'intensité carbonique de la consommation d'énergie des jeunes générations, mais aussi leur permettre de tirer parti des avantages des transitions énergétiques.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Les nouvelles du climat au niveau national

L'érosion côtière menace les moyens de subsistance au Maroc

Selon un rapport de la Banque mondiale, l'élévation du niveau de la mer menace d'inonder des plages entières dans la région de l'Afrique du Nord, mettant en péril des millions de moyens de subsistance qui dépendent des activités côtières, notamment le tourisme et la pêche.

Au Maroc, l'érosion côtière induite par le changement climatique jette une ombre sur des activités économiques représentant 10 % du PIB du pays, indique le rapport. Intitulé "Blue Skies, Blue Seas : Air Pollution, Marine Plastics and Coastal Erosion in the Middle East and North Africa" (Ciel bleu, mer bleue : pollution atmosphérique, plastiques marins et érosion côtière au Moyen-Orient et en Afrique du Nord), le rapport fait la lumière sur les actifs naturels bleus menacés de la région MENA, en particulier le ciel et la mer. L'une des principales conclusions du rapport est que l'augmentation des niveaux de pollution atmosphérique, de la pollution par les plastiques marins et des taux d'érosion côtière représente une menace imminente pour les ressources bleues de la région. Il souligne en outre que les niveaux de pollution atmosphérique dans la région MENA sont les deuxièmes au monde, après l'Asie du Sud, les résidents urbains de la région MENA respirant un air dont le niveau de polluants est dix fois supérieur à celui qui est considéré comme sûr. La pollution plastique marine est un problème alarmant dans la région MENA, y compris au Maroc. La région présente le taux le plus élevé au monde de plastique usagé par habitant. La région MENA détient également un record mondial en termes de fuite de plastique dans les mers et les océans par habitant, la mer Méditerranée figurant parmi les mers les plus polluées du monde, souligne le rapport. Le taux d'érosion côtière dans la région est l'un des plus rapides au monde. Dans certains pays de la région MENA, l'érosion côtière est dix fois supérieure à la moyenne mondiale annuelle de 7 millimètres, indique le rapport. En ce qui concerne les risques sanitaires associés aux taux alarmants de pollution, le rapport identifie un large éventail de problèmes potentiels. La pollution atmosphérique coûte à un résident moyen de la région MENA 60 jours de maladie, entraînant 270 000 décès prématurés en 2019, note le rapport. Il conclut que l'exposition à l'air pollué des femmes enceintes augmente le risque que les enfants naissent avec des problèmes de développement physique.

[Pour plus d'informations](#)

Sécheresse : la région de Casablanca-Settat déploie son plan de sauvetage

Distribution d'orge subventionnée, évaluation des sinistres par l'assurance agricole et allègement des charges financières des agriculteurs enregistrent des avancées notables, assure la Direction régionale de l'agriculture.

Le plan de sauvetage de la campagne agricole avance dans la région de Casablanca-Settat. Mieux encore, les dernières pluies et celles en cours laissent augurer une évolution favorable des cultures printanières, est-il souligné. Et ce, bien que le déficit pluviométrique reste élevé par rapport à la campagne précédente (57%). Selon la Direction régionale de l'agriculture (DRA), les besoins de la région de Casablanca-Settat, ainsi que ceux d'autres zones, seront largement couverts lors du mois de ramadan, et au-delà, par les productions attendues du maraîchage de printemps. En ce qui concerne les cultures annuelles, le programme mis en place, tout en tenant compte de la situation hydrique déficitaire, a assuré les ingrédients requis pour une campagne agricole moyenne.

Les facteurs de production mis à la disposition des agriculteurs ont consisté notamment en la mise sur le marché de plus de 352.000 quintaux de semences sélectionnées, dont 224.560 ont été commercialisés, soit 64% (56% de blé tendre, 36% de blé dur et 8% d'orge). En ce qui concerne les



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

engrais, un volume de plus de 48.200 quintaux a également été vendu. Cela a encouragé l'opération de labour et de semis, puisque la superficie cultivée des cultures d'automne a atteint 979.077 hectares au niveau régional.

Par cultures, la répartition de cette superficie s'est établie ainsi :

- 820.627 ha de céréales d'automne dont 20.742 irrigués ;
- 87.608 ha de fourrages ;
- 31.639 ha de légumineuses ;
- 12.206 ha de betterave à sucre irriguée par pompage des eaux souterraines ;
- 1.080 hectares de cultures oléagineuses.

Viennent s'y ajouter la multiplication des semences sélectionnées, sur une superficie de 10.750 ha, ainsi que 15.166 ha de cultures maraîchères d'automne irriguées à partir de la nappe phréatique. Ce dernier programme a été largement dépassé puisqu'il a finalement porté sur 18.000 ha. Mais en dehors des cultures irriguées par pompage, les autres spéculations ont souffert du manque de précipitations. Une situation qui a affecté les cultures d'automne et les parcours.

Pour ce qui est des cultures maraîchères, elles bénéficient des récentes pluies. Jusqu'à présent, la région a enregistré un cumul pluviométrique de 125 mm, dont 25 mm cette semaine. Cela a une incidence très positive sur l'installation des cultures de printemps au niveau de la région, et permet d'anticiper une production satisfaisante. Au total, le programme cible une superficie globale de près de 7.350 ha pour une production de plus de 258.500 tonnes de maraîchage. En attendant, la région vient de déployer le plan d'urgence pour aider les agriculteurs à surmonter les effets du retard des pluies. À cet effet, la distribution d'orge subventionnée est l'une des principales opérations de protection du cheptel de la région qui se compose de 813.933 têtes de vaches, de plus de 2,6 millions de têtes d'ovins et 75.682 têtes de caprins. Ce processus se déroulera selon les étapes suivantes :

- La première tranche, qui porte sur 255.000 quintaux d'orge, a démarré en février dernier et devrait se poursuivre jusqu'à la fin de ce mois de mars.
- La deuxième tranche concerne la distribution de 500.000 quintaux d'orge durant trois mois (avril-mai-juin).

Au chapitre de **l'assurance agricole**, seconde composante du plan de sauvetage, la région a enregistré la couverture de 182.842 ha de céréales, légumineuses et oléagineux. Elle a été souscrite par **45.000 agriculteurs**. Les enquêtes d'évaluation des sinistres ont démarré le 4 mars dans la zone de Settat, le 7 mars dans celle de Sidi Bennour, et depuis le 15 mars dans les provinces de Berrechid et Benslimane. Pour les autres provinces, l'opération est programmée à compter du 21 mars. Parallèlement à ces actions, l'encouragement de l'investissement sera poursuivi à travers le Fonds de développement agricole (FDA). Il en est de même du rééchelonnement des dettes et de l'octroi de nouveaux prêts par le groupe Crédit agricole du Maroc. Figurent également des opérations portant sur l'abreuvement du cheptel, via la réalisation de points d'eau et l'acheminement de la ressource par camions-citernes, vers les zones affectées par la sécheresse.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Les détails du plan anti-sécheresse de 10 MMDH

Le chef du gouvernement a présidé, le jeudi 17 février, une réunion autour des mesures d'urgence nécessaires pour soutenir le monde rural face aux effets de la sécheresse. Voici les détails de ce plan, qui mobilisera 10 MMDH.

Le gouvernement a élaboré un programme visant à atténuer les effets du retard des précipitations et à alléger leur impact sur l'activité agricole, en apportant de l'aide aux agriculteurs et aux éleveurs concernés. Le programme s'articule autour de trois axes principaux : le premier concerne la protection du capital animal et végétal et la gestion de la rareté des eaux ; le second vise l'assurance agricole ; le troisième a trait à l'allègement des charges financières des agriculteurs et des professionnels, annonce un communiqué publié suite à la réunion.

Le programme d'action du premier axe, dont le coût est de 3 MMDH, se décline comme suit :

- la distribution de **7 millions de quintaux d'orge subventionné au profit des éleveurs** et de **400.000 tonnes d'aliments composés au profit des éleveurs de vaches laitières**, afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix des aliments du bétail et de la régression des disponibilités en fourrage, pour un coût global de 2,1 milliards de DH ;
- la vaccination et traitement de 27 millions de têtes d'ovins et de caprins, de 200.000 têtes de camelins, et traitement des abeilles contre le Varroa, pour un budget de 300 millions de dirhams ;
- la réhabilitation des périmètres de petite et moyenne hydraulique pour l'entretien des équipements, et la création d'opportunités d'emploi à travers le développement et la mise à niveau des canalisations et *khattara*, pour un budget de 255 millions de dirhams ;
- l'abreuvement du cheptel à travers l'aménagement et l'équipement de points d'eau, l'acquisition de citernes et camions citernes et l'aménagement de parcours sur une superficie de 10.000 hectares, pour un budget de 224 millions de dirhams ;
- l'irrigation de complément pour la pérennisation des vergers nouvellement plantés (de 2 à 5 ans), aménagés dans le cadre de l'agriculture solidaire sur une superficie de 55.000 hectares, pour un budget global de 121 millions de dirhams.

Concernant le deuxième axe du programme, relatif à l'assurance multirisque de l'actuelle campagne agricole, **il sera procédé à l'accélération de la mise en œuvre de l'assurance sécheresse pour les agriculteurs**, pour un capital assuré par les agriculteurs **atteignant 1,12 milliard de dirhams sur une superficie de 1 million d'hectares**. Le troisième axe, relatif à l'allègement des charges financières des agriculteurs et des professionnels, **est doté d'un budget de 6 milliards de dirhams**. Il vise le **rééchelonnement de la dette des agriculteurs, le financement des opérations d'approvisionnement du marché national en blé et aliments du bétail**, en plus du financement des investissements innovants en matière d'irrigation. Par ailleurs, le chef du gouvernement a appelé, à l'issue de la réunion, les différents intervenants à coordonner leur action et à s'attacher à une politique d'écoute et de proximité aux citoyens et aux agriculteurs, en vue d'une mise en œuvre optimale, en partenariat avec les autorités locales, de ce programme royal.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

L'ANP lance les études pour l'implantation d'un terminal gazier au port de Mohammedia

Le port de Mohammedia accueillera un nouveau terminal gazier et une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU). Les études du projet seront confiées au groupement CID-Artelia SAS - Principia-Artelia Industrie, dont l'offre a été retenue par la commission à l'issue d'un appel d'offres lancé en janvier dernier. La vocation énergétique conférée par le plan directeur portuaire national 2030 (PDPN) au port de Mohammedia est en train de se concrétiser. L'ouverture des plis relative au marché de « l'étude d'actualisation du poste C pour le terminal GNL et FSRU » au port de Mohammedia a eu lieu ce 17 février. La commission a décidé de proposer à l'Agence nationale des ports (ANP) de retenir l'offre présentée par le groupement CID-Artelia SAS-Principia-Artelia Industrie. C'est l'offre la moins disante pour un montant avoisinant les 8,4 MDH. Le groupement est l'adjudicataire du marché sauf surprise. Il aura pour mission de mener l'étude dans un délai de 210 jours. L'étude comprend plusieurs missions, parmi lesquelles l'actualisation du plan de masse. Le groupement doit, entre autres, « examiner l'étude déjà réalisée du poste C pour GPL, proposer les adaptations/actualisations à faire, étudier le plan de masse du poste FSRU/GNL en tenant compte des navires de projet, des données naturelles et des besoins en infrastructures, ainsi que les exigences opérationnelles, les expériences similaires, les références techniques et les directives internationales (PIANC, OCIMF, SIGTTO) », lit-on dans la documentation de l'appel d'offres. La solution attendue, et qui doit être proposée par le groupement, comprendra des détails sur l'amarrage du méthanier et la FRSU, ainsi que sur l'amarrage du méthanier au FSRU. Le groupement doit aussi établir le design industriel conceptuel des installations nécessaires pour recevoir et transporter le gaz naturel du port de Mohammedia vers le réseau de distribution. Ces installations comprennent notamment :

- Des bras ou flexibles de chargement/déchargement pour le gaz naturel ;
- Une ligne de transport de gaz naturel (dans l'état liquide ou gazeux) du bras de chargement vers le point de raccordement terrestre ;
- Les installations d'envoi et de réception, d'outils de déplacement et/ou de mesure ;
- Une salle de contrôle du quai et du système de gazoduc qui sera relié aux stations à fermeture rapide par un système de télécommunications.

[Pour plus d'informations](#)

Nettoyage de la plage : Des militants pour le climat sensibilisent à la pollution plastique près d'Agadir

Alors que le changement climatique s'aggrave, la pollution plastique continue de représenter une menace dangereuse pour la vie sur terre.

La pollution plastique dans les océans côtiers devenant un problème alarmant qui peut être toxique pour la faune et la flore et nocif pour les humains également, il est crucial de travailler collectivement pour s'attaquer aux problèmes environnementaux qui menacent le bien-être de la planète. Biofabrik, une entreprise allemande qui développe des technologies pour résoudre de manière durable les problèmes environnementaux critiques, a organisé le mois dernier un nettoyage de plage à Imsouane, dans la banlieue d'Agadir, afin de sensibiliser le public à la pollution par les déchets plastiques au Maroc. Le nettoyage, qui a été organisé en collaboration avec l'hôtel local Olo Surf & Nature et l'organisation marocaine Mika, a également pris une dimension éducative avec des intervenants qui ont parlé de la façon de réduire les déchets dans les océans et ont fourni aux participants des solutions possibles. Avec la participation de plus de 25 personnes, le nettoyage de la plage a permis de collecter 84 sacs de déchets, soit un total de 406 kg. Dans une interview accordée à Morocco World News,



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Leonhard Meitner de la société Biofabrik a déclaré qu'il leur a fallu plus de deux heures et demie pour finir de nettoyer une zone de plus de 1 000 m². Les participants ont ensuite dû diviser les déchets en deux catégories : le plastique, qui représentait 151 kg, et le plastique et l'aluminium, qui pesait 255 kg. Interrogé sur le choix du lieu, M. Meitner a souligné qu'en tant que voyageur ayant passé quelques mois dans le sud du Maroc, il a remarqué que la pollution plastique était un problème grave dans la région de Souss-Massa. Cette observation a conduit son entreprise à organiser son premier nettoyage de plage au Maroc, a-t-il dit, ajoutant : "Les habitants ont vraiment apprécié ce que nous avons fait. Beaucoup de gens sont venus nous voir et nous ont remerciés pour ce geste." Dans le cadre de l'industrie mondiale du recyclage, Biofabrik considère le Maroc comme "un excellent emplacement possible pour les usines de recyclage chimique afin de fermer la boucle du plastique dans le monde entier", a noté M. Meitner.

Transformer les déchets plastiques en huile de recyclage

La société a développé "WASTX", une technologie qui transforme les déchets plastiques en huile de recyclage. M. Meitner a souligné que le recyclage passe par différentes étapes, dans le but de rendre la protection de l'environnement rentable. WASTX, que l'entreprise de M. Meitner développe depuis plus de sept ans, est une solution prometteuse aux problèmes mondiaux de déchets plastiques, car elle permet de transformer les déchets plastiques problématiques en une huile de recyclage qui retourne dans le cycle des matières premières. Le plastique devient alors un produit de valeur. Meitner a souligné que "nous ne brûlons pas les déchets plastiques. Le gaz produit est utilisé pour couvrir les besoins en électricité de l'usine WASTX, de sorte que les émissions de CO₂ sont minimales". Il a détaillé, "Après avoir coupé le plastique à une certaine taille, les déchets plastiques entrent dans le processus de noyautage de manière entièrement automatique tout en excluant l'oxygène, grâce à cette méthode, nous ne brûlons pas les déchets mais faisons en sorte que le composant hydrocarbure du plastique se décompose." L'usine WASTX est distribuée dans 37 pays jusqu'à présent, et Meitner a souligné qu'ils ont l'intention d'introduire la technologie au Maroc dans un avenir proche. En ce qui concerne l'impact de la crise du COVID-19 sur la pollution par les déchets plastiques, il a souligné que la pandémie a eu un résultat positif pour l'environnement car "moins de produits ont été fabriqués, et moins ont été consommés que d'habitude." Bien que la pandémie ait imposé des défis drastiques liés à la santé et à l'économie, elle a eu un impact positif sur l'environnement car elle a contribué à améliorer temporairement la qualité de l'air, à réduire la pollution sonore et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Soucieuse de mettre en place une technologie de bio-recyclage qui permette de boucler la boucle du plastique et d'instaurer une économie circulaire, l'entreprise utilise les effets de synergie des objectifs de développement durable (ODD) et collabore avec différentes organisations dans le monde pour s'attaquer aux problèmes de nourriture et de déchets en optimisant sa technologie pour lutter contre le changement climatique.

[Pour plus d'informations](#)

64 MDH pour l'aménagement du site écologique de Val d'Ifrane

Un projet d'aménagement paysager du site écologique Val d'Ifrane a été élaboré à l'initiative de la province d'Ifrane. Ce projet a un coût global de 64 millions de dirhams. Il vise, entre autres, à préserver la diversité écologique et paysagère du Val d'Ifrane et la richesse de sa biodiversité, à offrir un paysage forestier sain et sécurisé aux visiteurs et à promouvoir la protection de l'environnement. Une vingtaine d'actions prioritaires ont été retenues au programme, visant à assurer un circuit d'eau opérationnel pendant la période d'estivage, et à redéfinir les accès et les parkings avec ouverture d'une nouvelle entrée devant le lac Aguelmame au centre d'Ifrane, afin d'assurer une liaison entre les aménagements autour du lac et les aménagements du haut du Val.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

Le projet porte sur l'aménagement de trois sites : la zone du Haut du Val d'Ifrane entre les sources de Tarmilete et la cascade des vierges ; la zone de la Source Vittel située entre la cascade des vierges et le camp de scoutisme du Prince au niveau de la maison forestière de Zerrouka ; et enfin, la zone de la cascade du Val d'Ifrane située entre le camp du Prince et la Zaouia de Sidi Abdeslam. Ce projet sera réalisé en partenariat avec le ministère de l'Intérieur (12 MDH), le ministère de l'Agriculture (20 MDH), le ministère de la Transition énergétique et du développement durable (10 MDH), le conseil régional de Fès-Meknès (10 MDH), le conseil provincial d'Ifrane (6 MDH) et le conseil urbain d'Ifrane (6 MDH).

[Pour plus d'informations](#)

L'État décaissera 14 MMDH supplémentaires pour maintenir les prix de l'électricité

En réponse aux interpellations sur les mesures déployées par le gouvernement pour contrer la hausse des prix, Mustapha Baitas a livré des détails sur l'effort budgétaire qui sera consenti. Détails. L'on savait que le maintien des prix de certaines denrées de première nécessité subventionnées demanderait au gouvernement un effort budgétaire supplémentaire. Lors du traditionnel point de presse qui suit le Conseil de gouvernement, Mutapha Baitas présente l'impact chiffré sur le budget de l'État. « 3 MMDH pour maintenir le prix du sucre inchangé », avance le porte-parole du gouvernement. « L'ONEE importe la matière première pour produire l'électricité, et supporte la hausse des cours internationaux. Nous devons apporter à l'ONEE un budget supplémentaire de 14 MMDH. Si on n'apporte pas cette enveloppe à l'ONEE, la hausse pour les usagers serait de 40% », poursuit-il. « Concernant le blé tendre, l'effort financier frôle le milliard de dirhams depuis novembre 2021 à ce jour », ajoute Mustapha Baitas. Le porte-parole du gouvernement a également rappelé la subvention du gaz. « Le prix de la grande bonbonne de gaz (sur le marché) est de 40 DH, alors que son prix réel est de 130 DH. L'État subventionne 90 DH. La petite bonbonne est subventionnée à hauteur de 25 DH. La subvention du gaz butane est passée de 9 MMDH en 2020 à 14 MMDH cette année », avance-t-il.

[Pour plus d'informations](#)

Eau potable : des perturbations d'approvisionnement attendues l'été prochain dans plusieurs villes

Marrakech et Oujda, principalement, ainsi que 54 villes/centres desservis par l'ONEE connaîtront des perturbations dans leur approvisionnement en eau potable au cours de l'été prochain. L'ONEE déploie plusieurs mesures d'urgence, ainsi que des projets à moyen et long terme pour pallier le déficit de ressources hydriques. La crise de la pénurie des ressources en eau face à la diminution des réserves des barrages, et les mesures d'urgence entreprises pour assurer la sécurité hydrique, deux sujets d'actualité qui ont été discutés le mardi 1^{er} mars lors d'une réunion de la Commission des infrastructures, de l'énergie, des mines et de l'environnement, en présence du ministère de l'Équipement et de l'eau, et l'Office national de l'eau et de l'électricité (ONEE). Dans sa présentation, l'ONEE fait le point sur la situation de l'approvisionnement en eau potable dans les villes et les centres. « Toutes les grandes villes desservies par les régies ou les délégataires sont globalement approvisionnées de façon régulière, **à l'exception de la ville d'Oujda, où une diminution du débit et de la pression a été enregistrés dans certaines zones surélevées de la ville** », est-il précisé dans le document consulté par Médias24. En ce qui concerne 762 villes et centres desservis par l'ONEE, « une majorité est approvisionnée de façon régulière, **sauf 26 centres, soit près de 151.000 clients, qui enregistrent des perturbations d'approvisionnement en eau potable** », avance l'Office. Trois raisons expliquent les perturbations actuelles et à venir dans l'approvisionnement en eau potable :

- la faible productivité des **ressources souterraines** à cause de la faiblesse des précipitations ;
- la **surexploitation** des **eaux souterraines** à des fins agricoles ;



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

– l’augmentation de la **demande en eau potable** et son impact sur la capacité d’accueil de certaines installations de production.

Mais le plus dur reste à venir. C’est la saison d’été. À ce sujet, l’ONEE explique que « les grandes villes ne connaîtront globalement aucune perturbation, sauf pour le cas de **Marrakech** et **Oujda** qui vont enregistrer un faible approvisionnement en eau dû à la baisse considérable des ressources en eaux de surface ». Par ailleurs, **54 villes et centres desservis par l’ONEE directement connaîtront également des perturbations dans l’approvisionnement**, ce qui représente 7% de l’ensemble du périmètre d’intervention de l’Office. Cela concerne près de 233.000 clients.

Les mesures prises à court terme

Pour pallier le manque de ressources hydriques, l’ONEE a pris plusieurs mesures à très court terme :

- mobilisation des camions citernes par les autorités locales, pour approvisionner les groupements et quartiers qui connaissent un manque ;
- mobilisation de nouvelles ressources locales en eau, et approfondissement des puits actuellement exploités pour augmenter leur débit ;
- surveillance continue des installations de production et de distribution pour une intervention rapide ;
- recherche et réparation de fuites dans les réseaux de distribution et les canaux de traction ;
- développement de programmes de distribution d’eau potable ;
- mise en place de programmes de sensibilisation et de campagnes pour économiser l’eau.

Plusieurs projets d’urgence sont également déployés. Voici quelques enveloppes budgétaires mobilisées par ville ou région :

- 850 MDH à Berkane, Nador, Driouch, Zaïo. La réalisation des projets de cette région a été confiée à l’Office régional de mise en valeur agricole de la Moulouya pour réduire le gaspillage d’importantes quantités d’eau, résultant de la faible efficacité des conduites multi-usages (eau potable et irrigation).
- 413 MDH à Oujda.
- 374 MDH à Casablanca, en notant que l’ONEE s’est vu confier en décembre la responsabilité du processus pour la réalisation de la station de dessalement de Casablanca.
- 40 MDH à Taourirt, Laâyoune, Sidi Mellouk.
- 37 MDH à Guercif et 17 MDH à Midelt.

À moyen et long terme, l’ONEE est engagé sur un programme de construction de nouvelles stations d’épuration ou d’extension de stations existantes afin d’augmenter la production.

L’Office envisage de réaliser des projets de restauration des réseaux de distribution afin d’augmenter leur rentabilité, et d’équiper de nouveaux puits après s’être assuré de leur débit et de la qualité de l’eau.

Les investissements prévus pour résorber le déficit hydrique devraient atteindre **2,2 milliards de dirhams**, dont 1,8 milliard de dirhams est mobilisé et 358 millions de dirhams sont proposés au financement par des bailleurs de fonds internationaux.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d’entrer en contact avec nous à l’adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

28 MMDH d'investissement sur la période 2022-2027

Dans sa présentation, l'ONEE détaille également son programme d'investissement pour l'activité eau potable sur la période 2022-2027. C'est une enveloppe de 28 milliards de DH. L'Office précise toutefois qu'« une partie de cet investissement pourra être confiée aux Sociétés régionales multiservices, dont le projet de création est à l'étude, avec pour objectif de leur confier la gestion des services de distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement ». Cette enveloppe sera investie, d'une part, dans des projets de renforcement et de maintenance des ouvrages de production et de distribution d'eau potable, pour un montant de 19,4 MMDH, permettant un débit supplémentaire de 18,3 m³/seconde. D'autre part, 8,6 MMDH seront investis dans des projets ayant trait à la généralisation de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural, au profit de 195.200 habitants.

[Pour plus d'informations](#)

Valorisation des déchets ménagers : première réunion du comité de pilotage

Le comité de pilotage de la mise en œuvre du protocole d'accord relatif à la valorisation des déchets ménagers a tenu sa première réunion, le 28 février dernier, pour discuter de la gouvernance du programme et du calendrier des projets prioritaires à mener. Le comité est présidé par le ministère de l'Intérieur et composé des ministères de l'Économie et des finances, de l'Industrie et du commerce, de la Transition énergétique et du développement durable et de l'Association professionnelle des cimentiers, signataires du protocole d'accord relatif à la valorisation des déchets ménagers. Dans un communiqué, la Direction générale des collectivités territoriales rappelle les objectifs de ce partenariat entre les pouvoirs publics et l'Association professionnelle des cimentiers, dont :

- la **réduction de 45%**, à l'horizon 2030, des quantités de déchets à enfouir dans les centres d'enfouissement et de valorisation, contribuant ainsi à l'allongement conséquent de la durée de vie des décharges et de la valorisation du foncier avoisinant ;
- la réalisation d'un taux de valorisation de **plus de 25%** et d'un taux d'enfouissement ne dépassant pas **35%**.

La réflexion technique et institutionnelle dans le cadre de ce protocole d'accord répond à deux objectifs : d'une part, structurer la filière afin de répondre aux besoins des cimentiers en combustibles solides de récupération (RDF) ; d'autre part, avoir une stratégie de valorisation des déchets ménagers et assimilés qui soit adaptée au contexte marocain, explique le communiqué. La même source relève que le secteur de la gestion des déchets ménagers a connu des améliorations importantes. En témoigne le taux de **96% réalisé en matière de professionnalisation de la collecte** et de **63% en matière d'enfouissement contrôlé des déchets**. Malgré ces efforts, poursuit le communiqué, la valorisation des déchets ménagers et assimilés accuse toujours un retard. En effet, **moins de 8% des déchets sont valorisés**, essentiellement par des acteurs informels.

[Pour plus d'informations](#)

Les dernières pluies ont eu un impact limité sur la campagne agricole

Excepté pour le pois chiche, les récentes précipitations n'auront aucun impact positif sur les cultures céréalières et des légumineuses, ravagées par la sécheresse. En revanche, les pluies s'avèrent utiles pour réduire la salinité des eaux.

La Direction générale de la météorologie a enregistré, **les 5 et 6 mars 2022, entre 10 et 40 mm** de pluie dans plusieurs régions du Royaume. Des précipitations attendues avec fébrilité par le monde rural et les agriculteurs, mais dont **les bienfaits s'avèrent limités** dans un pays où la croissance économique est tributaire des conditions météorologiques. **“Les précipitations** qui sont tombées et celles qui



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

pourraient intervenir à court terme **n'auront pas d'impact positif sur les cultures pluviales**", assure à **Médias24**, Abdelmoumen Guennouni, ingénieur agronome. "Hormis les terres irriguées, **les cultures céréalières et des légumineuses ont été ravagées par la sécheresse**. Et le peu qui reste en haute montagne est négligeable", poursuit notre interlocuteur avant de nuancer ses propos. "Il y a **un espoir concernant la culture du pois chiche** qui est assez tardive."

Le pois chiche, qui compte pour **19% de la sole des légumineuses du pays**, est semé dans les régions dites du "bour favorable" à la fin de l'hiver, vers la mi-janvier ; dans la région de Zaër par exemple, où 20 à 35 mm de pluie étaient attendus par la Direction générale de la météorologie. À quelques dizaines de millimètres près, **les arbres fruitiers auraient pu tirer bénéfice des précipitations** enregistrées dans les régions d'Azilal, d'Al Houaz ou encore de Béni Mellal. "Mais **il faut beaucoup plus que 20 ou 40 mm pour que l'eau puisse atteindre la racine de l'arbre** qui se trouve à 10 ou 15 mètres de profondeur", estime Abdelmoumen Guennouni. Les prix des produits fourragers (orge, paille, son, maïs) flambent dans les régions de production du cheptel. À tel point que certains éleveurs bradent une partie de leur bétail afin d'en sauver une autre. Et les récentes pluies ne risquent pas d'inverser la tendance car "les herbes des pâturages poussent en automne", signale Abdelmoumen Guennouni. "Par endroits, **les dernières précipitations pourraient résulter sur des herbes tardives, mais elles restent négligeables pour les éleveurs** qui continueront à nourrir leurs cheptel avec des aliments de plus en plus chers." Une situation alarmante à laquelle le gouvernement a répondu par le déploiement d'un programme anti-sécheresse, comprenant plusieurs axes dédiés au capital animal. La Direction générale de la météorologie n'a pas souhaité s'avancer au sujet des prochaines précipitations. Quant aux **dernières pluies**, qui n'ont eu quasiment aucune incidence sur la campagne agricole, elles **ne sont pas inutiles pour autant**. "La qualité de l'eau des pluies est meilleure que la qualité des eaux de pompage", nous apprend Abdelmoumen Guennouni. "Ces dernières étant plus salées, l'arrivée des eaux de pluie permet la réduction de la salinité de l'eau."

[Pour plus d'informations](#)

Assemblée de l'ONU sur l'environnement : L'économie circulaire gagne du terrain alors que le Maroc prévoit de rejoindre l'Alliance régionale

La Banque africaine de développement (www.AfDB.org) s'est jointe aux acteurs des secteurs public et privé à Nairobi cette semaine pour discuter de la mise en œuvre des politiques et des plans d'action en matière d'économie circulaire en Afrique. Parmi les faits marquants de l'événement parallèle, citons la nouvelle selon laquelle le Maroc prévoit de rejoindre l'Alliance africaine pour l'économie circulaire.

L'événement parallèle sur l'accélération d'une transition juste vers une économie circulaire en Afrique a eu lieu le 28 février pendant la cinquième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA 5.2) et a été coorganisé par la Banque africaine de développement et le Programme des Nations unies pour l'environnement. L'événement s'inscrivait dans le cadre du thème central de l'assemblée : "Renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les objectifs de développement durable". Il a permis aux États membres de mieux comprendre l'importance de la transition vers l'économie circulaire et l'opportunité de reconstruire en mieux et de manière plus verte à la suite de la pandémie de Covid-19. Al-Hamndou Dorsouma, responsable du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, a fait une présentation sur le soutien de la Banque pour intégrer l'économie circulaire comme stratégie de développement pour l'Afrique. "En tant qu'institution de financement du développement, notre objectif est de permettre la preuve de concept de l'économie circulaire en tant que modèle commercial bancable", a-t-il déclaré. La Banque a récemment lancé son nouveau cadre stratégique sur le changement climatique et la croissance verte (2021-2030), qui fait de l'économie circulaire l'une de ses initiatives phares. Les



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

experts de ce panel diversifié se sont accordés sur l'importance du secteur privé. Barbara Creecy, ministre sud-africaine de l'environnement, des forêts et de la pêche, a déclaré : "Nous sommes préoccupés par les déchets plastiques et leur impact sur l'environnement et, en fin de compte, sur nos océans. Nous avons compris que si nous voulons mettre en œuvre efficacement l'économie circulaire, nous devons le faire en partenariat avec le secteur privé." Les intervenants ont également reconnu les avantages de la mise à l'échelle des pratiques circulaires pour les pays africains, notamment pour faire face à la triple crise de la pollution, de la perte de biodiversité et du changement climatique. Ils ont souligné la nécessité de réglementer les activités informelles, où se trouvent actuellement la majorité des activités de gestion des déchets, et l'importance de mettre en œuvre des environnements réglementaires favorables et de soutenir un accès accru au financement pour dé-risquer les investissements. Le commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, Virginijus Sinkevičius, a mis en avant l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (ACEA), dont le secrétariat est hébergé par la Banque, comme une plateforme de premier plan pour promouvoir la coopération entre entreprises, le partage des connaissances et le transfert de technologies. Ce sentiment a été partagé par le Dr Leila Benali, ministre de la Transition énergétique et du Développement durable du Maroc. " Notre stratégie nationale a déjà identifié l'économie circulaire comme un atout stratégique d'intervention. Nous sommes impatients de rejoindre officiellement l'ACEA en tant que nouveau pays membre. " Alors que les principes circulaires sont appliqués depuis de nombreuses générations dans les coutumes africaines, il existe désormais de plus grandes possibilités d'exploiter l'économie circulaire en tant que stratégie de développement pour améliorer les moyens de subsistance et réduire la pauvreté. La mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national, dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, représente une opportunité de marché de 3 000 milliards de dollars d'ici à 2030.

[Pour plus d'informations](#)

Nizar Baraka : Le Maroc perdra 30% de ses ressources en eau d'ici 2050

Le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, a appelé à la priorisation urgente des mesures d'efficacité de l'eau, afin de lutter contre le stress hydrique qui frappe actuellement le Maroc. Lors d'une rencontre organisée par le Press Club Maroc sur le thème "L'eau, un pari marocain" en partenariat avec l'institut supérieur de l'information et de la communication, Baraka a souligné que l'amélioration de l'efficacité de l'eau au Maroc doit être au centre des préoccupations, en plus des secteurs de la construction et de la gestion. Le ministre a souligné que le Maroc est passé du stade de la pénurie d'eau à une situation de stress hydrique extrême, ajoutant que le Maroc perdra 30% de ses ressources en eau par an d'ici 2050. La question de l'aggravation des pénuries d'eau au Maroc remonte à 2008 et est causée par le changement climatique, a ajouté M. Baraka. Baraka a souligné d'autres facteurs qui ont exacerbé la situation de l'eau, tels que le réchauffement climatique, notant que le Maroc enregistre, en moyenne, 140 milliards de mètres cubes de précipitations, dont 108 milliards de mètres cubes s'évaporent. Alors que la consommation annuelle mondiale d'eau est de 1 000 mètres cubes par personne, la consommation annuelle d'eau au Maroc ne dépasse pas 600 mètres cubes par personne. Baraka a souligné la baisse notable des taux de remplissage des barrages au Maroc au cours des quatre dernières années. Avec une baisse de 62% en 2018 à 49% en 2019, à 37% en 2020, à 34% en 2021, à 12,7% cette année. La mauvaise pluviométrie a affecté plusieurs bassins au Maroc, à l'instar du bassin hydrographique Guir-Ziz-Rheris, qui a enregistré un déficit de 30 à 50%. Les bassins de Loukos et de Sebou ont également enregistré un déficit de 60 à 70%, tandis que les bassins de Souss-Massa, Tansift, Oum Er-Rbia et Moulouya ont enregistré un déficit de 71% à 80%. Le ministre a passé en revue les différents programmes que le Maroc a mis en œuvre afin de gérer les ressources en eau, tels que la disponibilité des 149 plus grands barrages d'une capacité totale de 19 milliards de mètres cubes, et la construction de 115 barrages, dans le but d'atteindre 24 milliards de mètres cubes. Le Maroc a



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .

d'autres projets en préparation, tels que l'achèvement de plusieurs stations de dessalement d'eau de mer, la construction de barrages collinaires, le raccordement des systèmes d'eau, la préservation des lits d'eau dans le cadre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation 2020-2027. Après l'inquiétante pénurie de pluie de cette année, M. Baraka a confirmé que le gouvernement a pris une série de mesures urgentes pour assurer l'approvisionnement en eau potable, telles que l'accélération des travaux d'équipement des villages en systèmes d'eau durables et le renforcement de l'exploration de ressources en eau supplémentaires.

[Pour plus d'informations](#)

Financement vert: Attijariwafa Bank et l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique scellent un nouveau partenariat

Le PDG du groupe Attijariwafa Bank, Mohamed El Kettani, et le directeur général de l'AMEE, Saïd Mouline, ont conclu le vendredi 11 mars, à Casablanca, un accord de partenariat visant à dynamiser les financements verts pour répondre aux objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre en matière d'efficacité énergétique. Dans un contexte marqué par la volonté du Maroc d'accélérer sa transition énergétique et par l'accentuation des effets du changement climatique, les deux institutions envisagent ainsi d'accélérer la dynamique des financements verts dans le domaine de l'efficacité énergétique, notamment dans le cadre de l'accréditation du groupe Attijariwafa Bank au Fonds vert pour le climat des Nations Unies (Green Climate Fund – GCF), indique le groupe bancaire dans un communiqué.

Le groupe Attijariwafa Bank est un acteur majeur dans le financement de la transition énergétique et du développement durable avec plus de 1.900 MW de projets d'énergie renouvelable financés dans l'ensemble des pays de présence du Groupe en Afrique. C'est également la première banque commerciale africaine et de la région MENA, ainsi que la septième à l'échelle mondiale à avoir obtenu en 2019 l'accréditation au Fonds vert pour le climat des Nations Unies, en tant qu'intermédiaire financier pour la mise en œuvre des financements verts en Afrique. L'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique (AMEE) est l'institution publique intervenant sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur de l'efficacité énergétique. Elle a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'économie verte (efficacité énergétique, mobilité durable et décarbonation de l'industrie), visant la réduction de la dépendance énergétique et la préservation de l'environnement, à travers la promotion de l'efficacité énergétique.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : 4cmaroc.contact@gmail.com .